

Enabel



Rapport de résultats 2021

Programme ENTREPRENA

Intervention Entreprenariat Féminin

République de Guinée

Table des matières

1	ACRONYME	3
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	6
2.1	FICHE D'INTERVENTION	6
2.2	AUTO-ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE	8
1.1.1	<i>Pertinence</i>	8
1.1.2	<i>Efficacité</i>	8
1.1.3	<i>Efficiéce</i>	9
1.1.4	<i>Durabilité potentielle</i>	9
1.1.5	<i>Conclusions</i>	9
3	SUIVI DES RÉSULTATS	11
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE	11
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	11
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	11
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME	12
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	12
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	13
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	16
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	16
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	16
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	17
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	17
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	18
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	18
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	19
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	19
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	20
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	20
3.6	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4	22
3.6.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	22
3.6.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	22

3.6.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	22
3.7	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 5.....	25
3.7.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	25
3.7.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	25
3.7.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	26
4	SUIVI BUDGÉTAIRE	27
5	RISQUES ET PROBLÈMES	28
6	SYNERGIES ET COMPLÉMENTARITÉS	32
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE BILATÉRAL	32
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	34
7	THÈMES TRANSVERSAUX	35
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	35
7.2	GENRE.....	35
7.3	DIGITALISATION	35
7.4	EMPLOI DÉCENTS	35
8	LEÇONS APPRISSES	36
8.1	LES SUCCÈS	36
8.2	LES DÉFIS	37
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATÉGIQUE.....	37
8.4	SYNTHÈSE DES ENSEIGNEMENTS TIRÉS	37
9	PILOTAGE	39
9.1	MODIFICATIONS APPORTÉES À L'INTERVENTION	39
9.2	DÉCISIONS PRISES PAR LE COMITÉ DE PILOTAGE ET SUIVI.....	39
10	ANNEXES	40
10.1	CRITÈRES DE QUALITÉ.....	40
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THÉORIE DE CHANGEMENT MIS À JOUR	45
10.2.1	<i>Cadre logique</i>	45
10.2.2	<i>Théorie de changement</i>	47
10.4	APERÇU DES MORE RESULTS.....	48
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) ».....	49
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	56

1 Acronyme

ACPEM	Association Communautaire Pour l'Epargne des Ménages
AID	Association d'Appui aux Initiatives de Développement
APaCED-AEF	Amélioration Participative des Conditions d'Égalité de Droits et d'Autonomisation Economique des Femmes/Filles
APIP	Agence de Promotion des Investissements Privés
ATN	Assistant Technique National
BC	Bénéficiaire Contractant
CADES	Centre d'Appui pour le Développement Economique et Social
CAPACITA	Programme de Formation et d'Etude et d'Expertise (PdFEE)
C-K-M	Conakry-Kindia-Mamou
CoPil	Comité de Pilotage
DGCAF	Direction Générale des Centres d'Autonomisation des Femmes
DTF	Document Technique et Financier
EA	Entreprenariat Agricole
EC	Economie Créative
EF	Entreprenariat Féminin
EU	Entreprenariat Urbain
EUCORD	European Cooperative for Rural Development
GFEC	Groupements Féminins d'Epargnes et de Crédits
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
HQ/PSD	Head Quater (siège)/Programme Sectoriel de Développement
IF/IMF	Institutions Financières/Institutions des Micro Finances
IM	Intervention Manager
IMT	Institut de Médecine Tropical
JT	Journal Télévisé
MGE	Maison Guinéenne de l'Entrepreneur
MPME	Micro-Petites et Moyennes Entreprises
NA	Non Applicable
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
ODD	Objectifs de Développement Durable
OI	Objectif Intermédiaire
OI	Osez Innover
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OS	Objectif Spécifique
OSC	Organisations de la Société Civile
PEFFA	Promotion de l'Entreprenariat Féminin dans les Filières Agricoles
PEP	Programme Entreprenariat Pomme de terre
PEP-FEM	Programme Entreprenariat Pomme de terre des Femmes
PDSR	Promotion des Droits Sexuels et Reproductifs
PK36	Point Kilométrique 36
PM	Programme Manager
PO	Planning Opérationnel
PP	Parties Prenantes
PSDE	Private Sector Development & Engagement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RAS	Rien A Signaler

TdR	Termes de Références
TRIAS	ONG Belge
UGP	Unité de Gestion de Projet

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Développement de l'Entrepreneuriat Féminin sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou (DEF -CKM)
Code de l'intervention	GIN18003
Localisation	Conakry- Kindia-Mamou
Budget total	3.500.000 EUR
Institutions partenaires	<p>Ministère de la Coopération et de l'Intégration Africaine (Présidence CoPil)</p> <p>Ministère sectoriel : Ministère de la promotion féminine, des personnes vulnérables et de l'enfance</p> <p>Agences</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP) • Direction Générale des Centres d'Autonomisation des Femmes (DGCAF)
Date de début de la Convention spécifique	14-12-2018
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	21-10-2019 (Prise de service IM)
Date prévue de fin d'exécution	30-06-2023
Date de fin de la Convention spécifique	31-12-2023
Groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> • Parties prenantes impliquées dans l'autonomisation des femmes et dans l'amélioration de l'environnement des affaires (détenteurs de droits et d'obligations) ; • MPME agricoles existantes et nouvelles sur la chaîne de valeur des filières (ananas, mangue, pomme de terre et fruits de cueillette) • MPME actives dans les clusters (grappes) retenus par entrepreneuriat urbain (Hospitalité/Tourisme/Villes durables/Digital)
Impact¹	Contribuer à la création d'emploi décent et de qualité et à l'augmentation de revenus stables et durables des hommes et des femmes entrepreneures sur l'axe C-K-M

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

Outcome	Une meilleure valorisation et une compétitivité accrue des activités économiques des femmes entrepreneures sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou sont stimulées de manière inclusive et durable
Outputs	Résultat 1 : L'ensemble des communautés et parties prenantes impliquées dans le développement entrepreneurial est sensibilisé sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles
	Résultat 2 : Les femmes et les filles disposent des compétences technico-économiques et professionnelles qui sont en adéquation avec les besoins du marché et qui favorisent l'innovation et l'auto-emploi
	Résultat 3 : Les femmes ont un accès amélioré aux instruments et services financiers adaptés intégrant de mesures incitatives à l'entreprenariat féminin
	Résultat 4 : Les femmes entrepreneures utilisent des NTIC comme catalyseur de développement et leviers d'innovation dans leurs activités économiques
	Résultat 5 : L'environnement d'affaires plus propice répond aux besoins et aspirations spécifiques des femmes entrepreneures et favorise l'égalité de droits et de chances
Année couverte par le rapport	2021

2.2 Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

L'intervention Entrepreneuriat Féminin et plus globalement le programme ENTREPRENA se caractérise par un fort alignement stratégique avec les priorités de la Belgique et du Gouvernement Guinéen en matière de promotion d'une croissance économique durable et inclusive.

Le cadre formel est donné par le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) pour la période 2016-2020. Ce plan, en cohérence avec "Guinée Vision 2040" s'aligne sur les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le Pilier 3 du PNDES a pour objectif « le développement du capital humain » visant à valoriser ce capital et à renforcer la lutte contre l'exclusion et les inégalités sociales. Il met en exergue l'intensification des investissements en faveur de l'éducation/formation, l'emploi productif et l'entrepreneuriat pour l'autonomisation des jeunes et des femmes/filles. C'est dans cette dynamique qu'un Ministère dédié aux droits et à l'autonomisation des femmes avait été créé en juin 2020. Suite au changement de régime, ce Ministère a été fusionné avec celui de l'action sociale prenant en compte les personnes vulnérables dénommé « Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables ». Des contacts ont été établis avec des cadres dudit Ministère dont l'actuelle Directrice Nationale de l'action sociale qui fut Directrice Générale des centres d'autonomisation des femmes, la nouvelle Directrice Générale des centres d'autonomisation des femmes et de son adjointe. Une rencontre avec la Ministre est prévue dans le premier trimestre 2022.

L'agence belge de développement (Enabel) dans sa mission d'appui au secteur privé local a choisi l'entrepreneuriat féminin comme une niche (thématique). C'est dans cette logique qu'une intervention spécifique fut créée en complément des projets/programmes avec une approche transversale genre (sexospécifiques). La plus-value de l'approche Entrepreneuriat féminin réside dans les appuis, méthodes et outils spécifiques développés et son positionnement complémentarités et synergies avec les autres interventions. Elle vise la construction d'une dynamique complète à la promotion des MPME de femmes.

La redéfinition des orientations stratégiques a permis à l'intervention de se positionner par rapport aux autres interventions d'Enabel (complémentarités et synergies).

L'année 2021 fut marquée par la validation de la note de cadrage et l'accélération de la mise en œuvre, permettant l'atteinte de la vitesse de croisière dans la 2ème partie de l'année. Pendant l'exercice, de nouveaux partenaires et prestataires ont pu être mobilisés. Une bonne partie du dispositif de mise en œuvre de l'intervention est parachevée.

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	A

A travers les actions entreprises dans le cadre du processus d'amélioration du climat des affaires via les cadres de concertation/délibération communautaire (présentiel et en ligne) sur l'égalité genre et l'autonomisation économique des femmes/filles et le développement des infrastructures structurantes, d'amélioration des performances techniques, économiques et managériales des femmes entrepreneures évoluant dans nos filières cibles et d'accès au financement par la finance inclusive et la subvention adossée au crédit, l'Intervention Entrepreneuriat féminin adresse de manière efficace et efficiente les obstacles auxquels sont confrontées ses cibles.

L'Intervention a su s'adapter face aux nombreux changements de son département d'ancrage. Les

risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.

L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

De façon générale, les moyens sont disponibles dans des délais prévus ou raisonnables. L'essentiel des activités est réalisé dans les délais. Par contre dans certains cas, la recherche de complémentarité avec les autres interventions ralentit la mise en œuvre des activités prévues par l'IEF, étant donné que pour elles ces activités n'ont pas toujours le même degré de priorité, le dossier APIP mobile, en collaboration avec EU, en est une illustration.

En plus des cinq (5) conventions de subside et un accord de partenariat conclus en 2020, trois (3) conventions ont été signées avec des ONG nationales et internationales (dont une en synergie avec l'Intervention Entrepreneuriat agricole) et quatre (4) marchés publics.

La seule activité qui accuse du retard est l'identification et la mise à niveau de solutions digitales adaptées aux besoins des Petites/Moyennes Entreprises agricoles. Cette activité est mise en œuvre en collaboration avec l'intervention EA. Par deux fois, un marché fut lancé entre 2020 et 2021 pour mobiliser une expertise qui devait faire un état des lieux des besoins en développement des solutions digitales et leur déploiement mais qui s'est avéré infructueux.

Vu cette réalité, les deux Interventions ont changé d'approche en procédant tout d'abord à l'identification des besoins en services digitaux des MPME ciblées. Cette activité est actuellement en cours de réalisation. Un hackathon de développement de solutions en lien avec les besoins identifiés sera ultérieurement organisé.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

Les actions d'appuis et d'accompagnement qui sont en train d'être déployées tiennent compte des aspects de durabilité, en ce sens que les organisations faitières, les bénéficiaires et les services étatiques sont impliqués à chaque étape desdits appuis.

De manière globale, la durabilité potentielle de l'intervention est considérée comme bonne, mais doit encore se montrer sur le terrain. Elle doit se manifester à travers une appropriation soutenue des outils et approches d'accompagnement des MPME de nos partenaires institutionnels. Le financement d'une TOOLBOX dédiée à l'entrepreneuriat féminin et la formation d'un pool de business coach s'inscrivent dans cette dynamique de durabilité.

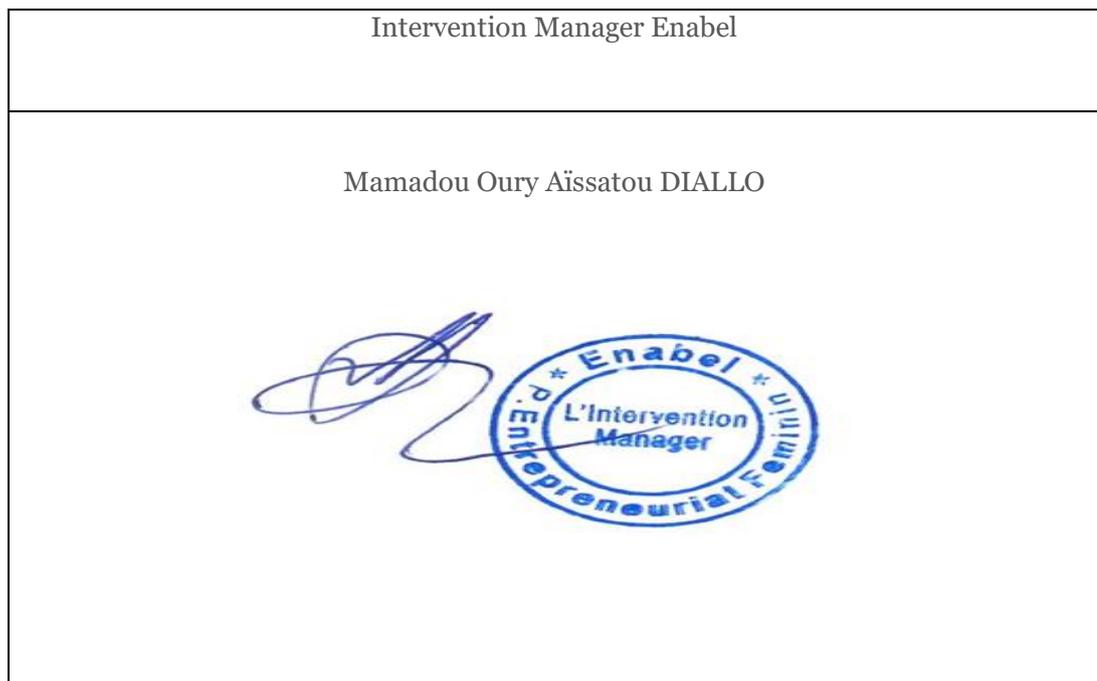
1.1.5 Conclusions

L'année 2021 a été caractérisée par quelques avancées significatives :

- La place grandissante que prend l'intervention au sein du portefeuille et du paysage entrepreneurial guinéen malgré son budget et son staff qui sont relativement limités;
- Grâce à un diagnostic organisationnel et opérationnel réalisé par l'Intervention au sein de la direction générale des centres d'autonomisation des femmes (DGCAF) et de ses services déconcentrés, un prestataire a été mobilisé par CAPACITA pour le renforcement des

compétences du personnel de la DGCAF sur l'élaboration d'un plan d'affaires. Cette formation a été dupliquée auprès des responsables de tous les CAF du pays.

- Le lancement officiel des activités opérationnelles de l'Intervention ;
- Le développement d'une plateforme digitale de sélection et de suivi des entrepreneures pour la direction d'appui aux entreprises de l'APIP ;
- Le lancement du programme PEPITES² qui est un programme innovant et structurant ;
- L'appui à la structuration des commerçantes de la filière pomme de terre en GIE ;
- La préparation des marchés relatifs à la rénovation du CAF de Kaloum, la plateforme de stockage de la pomme de terre et d'autres produits agricoles, l'acquisition d'un bus équipé pour l'appui à la formalisation des entreprises sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou ;
- La signature de trois (3) conventions de subside avec LADY AGRI, CARE INTERNATIONAL et GRET (synergie avec EA) ;
- Les bénéficiaires contractants mobilisés et délivrent les premiers appuis et conseils techniques aux entrepreneures ;
- Le financement des activités économiques des femmes à travers les fonds propres mobilisés par les groupements féminins d'épargne et de crédit ;
- Le lancement de deux entreprises inclusives des lauréates du concours Entrepreneuriat Féminin en lien avec le digital organisé à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme (8 mars 2021).



² Sensibilisation, structuration/formalisation, accompagnement/coaching, accès au financement /marchés/innovation des MPME

3.1 Evolution du contexte

Contexte général et institutionnel

Le développement du secteur privé est une priorité forte du Gouvernement guinéen. L'enjeu est notamment de soutenir la diversification de l'économie et de favoriser une croissance plus inclusive pour contribuer au développement socio-économique du pays. Le développement de l'entrepreneuriat féminin en est un élément central. Il est à noter que le Ministère sectoriel considéré par l'intervention comme Ministère d'ancrage (Ministère des droits et de l'autonomisation des femmes) créé en juin 2020 a été fusionné au Ministère de l'action sociale suite au changement de régime survenu à la prise du pouvoir par les militaires en septembre 2021.

Malgré les perturbations de la période post-électorale, suivi par un changement de régime au mois de septembre et la persistance de la Covid-19 dans le pays, les entrepreneures ont pu mener leurs activités économiques et sociales.

Contexte de gestion

La mise en œuvre de l'intervention est organisée en régie par Enabel : redevabilité financière de Enabel qui applique ses instruments, ses procédures et modes de contractualisation conformément au cadre législatif et réglementaire belge.

Les décisions clés concernant les marchés publics, les conventions de subsides, les accords de coopération (opportunité, montant estimé, termes de référence, composition des comités d'évaluation des offres) sont concertées et prises conjointement avec les partenaires impliqués dans le pilotage opérationnel.

3.1.2.1 Modalités de partenariat

En plus des cinq (5) conventions de subside et un accord de partenariat conclus en 2020, pendant l'exercice 2021 trois (3) conventions de subside ont vu le jour avec des ONG internationales, quatre (4) marchés ont été finalisés et trois (3) autres (marchés publics) sont encore en cours de préparation.

Pour ce qui concerne les trois (3) conventions avec les bénéficiaires contractants, il s'agit de :

1. LADY AGRY pour la mise en œuvre du programme PEPITES. L'objectif général de l'action est de contribuer au développement du secteur privé, vecteur clé de la croissance économique guinéenne, par la structuration et la formalisation de micro-entreprises compétitives, innovantes et durables gérées par des femmes afin de favoriser une croissance inclusive propice à la création d'emploi et à la création locale de valeur ajoutée.
2. GRET : l'objectif général de l'action subsidiée avec GRET est de contribuer à la facilitation d'accès au financement des entreprises agricoles à travers la subvention adossée au crédit avec une approche de discrimination positive.
3. CARE INTERNATIONAL : l'objectif général de l'action est d'élaborer et mettre en place un parcours de formation et d'accompagnement pour 300 femmes membres des CAF de Kaloum, Cameroun et Mamou, dans les filières teinture, couture, mode/design, art culinaire, agroalimentaire et coiffure.

Les quatre (4) marchés attribués et mise en œuvre en 2021 sont :

1. Cabinet DELMAP : Diagnostic organisationnel/opérationnel de la DGCAF et l'impact socio-économique des centres d'autonomisation des femmes/filles sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou
2. COMETE : Etudes APS et APD de la rénovation du CAF de Kaloum
3. Cabinet Dream for Africa : Accompagnement technique et financier des deux (2) lauréates du concours Entrepreneuriat féminin en lien avec le digital

4. GLOBAL ITEC : Mise en place d'une plateforme digitale de sélection et de suivi des entrepreneures pour l'APIP en lien avec les bénéficiaires du programme PEPITES.

Une étude APS/APD et spécifications techniques pour la construction d'une plateforme de conservation et de vente de la pomme de terre et d'autres produits agricoles au PK36 dans la Commune Rurale de Manéah Préfecture de Coyah est en cours de réalisation par le bureau West Ingénierie. L'étude déterminera le cadre des travaux de construction du socle de la plateforme.

Les trois (3) marchés en cours de préparation sont:

1. Marché de travaux de construction du socle de la plateforme de vente et de conservation de la pomme de terre et autres produits agricoles au PK36. La construction englobe un socle pour accueillir la chambre froide, des espaces de tri, d'entreposage et de vente
2. Construction d'une chambre froide sur la plateforme de conservation de la pomme de terre et autres produits agricoles au PK36 dans la Commune rurale de Manéah- Préfecture de Coyah. Il s'agit de l'achat et de l'installation d'une chambre froide d'une capacité de 300m³.
3. Rénovation et/équipement du CAF de KALOUM

Les trois (3) conventions conclues courant 2021 couvrent l'ensemble des activités des résultats R2 et R3.

Pour le résultat R4, en plus des deux (2) plateformes digitales mises en place (forum de débats en ligne sur les questions d'égalité de droits et de chance du projet APaCED et plateforme digitale de sélection et de suivi des bénéficiaires du programme PEPITES/autres) et l'accompagnement des lauréates du concours Entrepreneurat Féminin en lien avec le digital, un marché d'identification des besoins en solutions digitales des entrepreneurs agricoles est en cours d'exécution.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Le deuxième comité de pilotage du programme Entreprena a eu lieu le 15 avril 2021 à Conakry. L'occasion a été mise à profit pour partager la note d'orientation stratégique de l'intervention. Cette note décrit les orientations stratégiques et opérationnelles de l'intervention.

Les comités techniques des interventions EF et EA sont organisés sous forme des missions de suivi trimestriel des bénéficiaires contractants et prestataires, complétés par nos partenaires impliqués dans la mise en œuvre. Les missions sont organisées sous forme de visites de terrain (1-2 jrs) des réalisations (chantiers) des BC et prestataires et se terminent par une séance en salle pour la dernière journée afin de faire la synthèse de la période écoulée (conclusions – recommandations) et de partager la programmation pour le trimestre à venir.

Des missions conjointes d'appui et de suivi périodiques auprès des bénéficiaires contractants avec les collègues de EA et celui de Suivi-Evaluation sont aussi effectuées.

3.2 Performance de l'outcome



3.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : Une meilleure valorisation et une compétitivité accrue des activités économiques des femmes entrepreneures sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou sont stimulées de manière inclusive et durable

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN18003 - Nombre d'Entreprises appuyées/accompagnées pendant la durée de l'Intervention, désagrégé par filière/cluster	1386	87	1890	2532	3678
GIN18003 - Taux de survie (enregistré plus d'un an) des nouvelles entreprises formalisées pendant la durée de l'intervention (%)	0	0	0	37	75

L'année 2021 a connu une nette amélioration dans l'atteinte de certains indicateurs de l'intervention notamment celui relatif au « Nombre d'Entreprises appuyées/accompagnées pendant la durée de l'Intervention ». Un ensemble d'actions a permis de toucher 1890 aspirantes entrepreneures ou actives sur 2532 prévues soit un taux de réalisation de 75%.

Le taux de survie des entreprises créées cette année (2021) ne peut être évalué qu'en fin 2022 dans la mesure où l'enregistrement a commencé en 2021.

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Les études réalisées courant 2020 ont permis d'identifier les besoins spécifiques des entrepreneures et les contraintes auxquelles elles sont confrontées et de définir les chantiers d'appui à mettre en œuvre d'une part et d'autre part de mobiliser des bénéficiaires contractants et cabinets (études et consultation) pour la mise en œuvre de ces chantiers identifiés. Au nombre de huit (8), les bénéficiaires contractants mobilisés ont entamé le processus de déploiement des appuis. Il s'agit des appuis dans le domaine du renforcement technique, économique et managérial des entrepreneures actives et aspirantes dans les filières mangue, ananas, pomme de terre et fruits de cueillette, des appuis dans les domaines de la structuration, la formalisation, l'accès au marché, l'accès à l'innovation et au financement auprès des MPME des clusters hospitalité & tourisme, digital, gestion des déchets (économie circulaire) non-éligibles au programme d'accélération de l'entrepreneuriat urbain parce que de taille trop petite, des appuis à l'initiation à l'entrepreneuriat et à la structuration auprès des apprenantes des CAF évoluant dans la teinture, la mode, le design, la coiffure, l'agroalimentaire et la couture ainsi que des appuis à l'accès au financement (finance inclusive et subvention adossée au crédit) et à l'amélioration du climat des affaires.

Les détails par rapport aux chantiers énumérés ci-dessus sont :

- Au niveau de l'amélioration des compétences technico-économiques des MPME : 197 femmes entrepreneures évoluant dans la filière pomme de terre sur 1519 identifiées et 500 dans les filières ananas, mangue et fruits de cueillette sont dans un parcours d'accompagnement et ont bénéficié des appuis dans la gestion de l'entreprise, l'éducation financière, l'élaboration de plan d'affaires, les bonnes pratiques de la production de la pomme de terre, la gouvernance, le leadership, les techniques de commercialisation et la formalisation. L'ensemble de ces appuis leur permet d'améliorer la production/rendement, l'accroissement de leur revenu. Deux nouvelles conventions ont été signées avec des ONG internationales (LADY AGRI et CARE) pour l'appui aux MPME évoluant dans les clusters appuyés par l'EU et dans les CAF.

Une étude de marché de la pomme de terre a été réalisée en fin 2020 au niveau national et sous-régional (Sénégal, Gambie, Mali et Sierra Léone) et des recommandations furent

formulées. Cette étude avait pour objectif de mieux cerner les opportunités, les défis et menaces sur le développement de la filière

Sur la base des recommandations issues de cette étude de marché qui a ressorti des défis liés à la conservation et le manque d'espace de vente de cette spéculation, l'intervention EF a entamé un projet d'aménagement d'une plateforme de stockage, de conservation et de vente de celle-ci et autres produits agricoles au niveau du marché (PK36). Le choix du site de PK36 est motivé par son accessibilité aux clients des zones minières de la Basse Guinée, de la Sierra Léonne et d'autres détaillants des marchés de Conakry et environ. Cette infrastructure pourra réduire les pertes des produits qui sont estimées à plus de 20%. A date, les études APS et APD sont en cours de finalisation et le lancement de la commande de la chambre froide est également en cours. Des concertations ont été menées avec les commerçantes évoluant dans cette filière qui ont abouti à la mise en place d'un groupement d'intérêt économique. Ce groupement créé sur l'initiative de ces femmes avec l'encadrement de l'intervention fonctionne bien (tenue régulière de concertations mensuelles, partage d'informations sur les cours du marché et la coordination sur l'achat et la vente de la pomme de terre). Les membres ont été renforcés en gouvernance, gestion administrative et financière, leadership, communication, ... et une analyse du fonctionnement du maillon commercialisation a été réalisée et a permis de cerner davantage cette activité économique.

- Au niveau de l'accès au financement, 50 groupements féminins d'épargne et de crédit (GFEC) de 1191 membres principalement des bénéficiaires du secteur agricole, des CAF (riposte Covid 19) ont été mis en place. Courant 2021 (premier cycle), ces 1191 membres ont épargné un montant de 276 030 419 GNF. Ces montants mobilisés ont permis aux femmes de financer leurs activités économiques, de subvenir à certains besoins de leurs familles (éducation des enfants, santé,) de faire de l'assistance sociale aux membres (cas de maladie, baptême, mariage). En plus de cette finance inclusive, l'intervention EF en synergie avec EA ont mobilisé un bénéficiaire contractant pour la subvention adossée au crédit pour les MPME agricoles avec une discrimination positive en faveur des femmes et des jeunes. L'outil subvention adossée au crédit sera opérationnalisé au premier semestre 2022.
- Au niveau du climat des affaires : Pour un environnement d'affaires plus propice à l'égalité de droits & chances, répondant aux besoins et aspirations spécifiques des femmes, l'ensemble des communautés et parties prenantes impliquées dans le développement entrepreneurial sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou, sera sensibilisé sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles. A date, 11 cadres de concertation/délibération communautaire (10 présentiels et 1 en ligne) autour des défis, principes et pratiques d'égalité de droits et chances sont fonctionnels et animés par 10 OSC féminines. Des acteurs issus de tous les domaines socio-professionnels se retrouvent dans ces cadres de concertation pour discuter des problèmes/difficultés rencontrés quotidiennement par les femmes en lien avec leurs droits et autonomisation économique. Ces difficultés sont analysées et des propositions concrètes sont faites. Parmi ces propositions, celles en lien avec les lois existantes seront vulgarisées et les nouvelles soumises au pouvoir législatif pour adoption. Dans le but d'élargir le débat au niveau national, une plateforme digitale (web forum) a été créée et des concertations en ligne (via l'application mobile) se tiennent régulièrement.
- Pour la facilitation d'accès aux outils digitaux, deux (2) plateformes digitales ont été mises en place. La première, l'application mobile créée dans le cadre des concertations en ligne et la deuxième mise à la disposition de l'APIP pour l'enregistrement et la sélection des bénéficiaires du programme PEPITES et autres. Dans le même sens, un concours Entrepreneuriat féminin a été organisé en lien avec le digital à l'occasion de la journée Internationale de la femme le 08 mars 2021. Ce concours a permis de sélectionner 2 lauréates qui ont été accompagnées par un business coach. A date, ces 2 lauréates ont lancé leurs entreprises. Les 2 ont signé des conventions de partenariat avec la VISTAGUI, l'une vend ses produits dans leur CONCEPT STORE³ et dans d'autres supermarchés en attendant

³ Espace de vente de produits de femmes entrepreneures ouvert dans les supermarchés U

l'opérationnalisation de sa plateforme de vente en ligne et l'autre a ouvert un espace de coworking mis à disposition par la même institution.

Ces différents appuis entamés se poursuivront en 2022.

3.3 Performance de l'output 1



3.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : L'ensemble des communautés et parties prenantes impliquées dans le développement entrepreneurial est sensibilisé sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN18003 - % d'acteurs & parties prenantes de l'écosystème entrepreneurial féminin sensibilisés qui démontrent un réel engagement pour une égalité genre de droits et chances (CADES)	0	0	0	0	80
GIN18003 - % de femmes/filles actives qui dispose d'un pouvoir d'action économique (CADES)	0	0	0	0	80

Aucune valeur n'avait été ciblée ni atteinte cette année parce que beaucoup de préalables sont nécessaires. L'aboutissement de la mise en œuvre du projet APaCED-AEF de CADES conduira à la réalisation de ces indicateurs.

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁴	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁵	En sérieux retard ⁶
1.A0101 Sensibilisation des communautés et autres parties prenantes (contraintes, opportunités)		X		
1.A010101 Organisation de sessions de sensibilisation, débats, réflexions, formation (des formateurs), conception outils (langue locale, digitalisés), communication vers le grand public		X		

⁵ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁶ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

3.A0103 Renforcement des capacités des organisations/associations de femmes (organisation, dialogue/négociation, services, mise en relation/réseau)		X		
---	--	---	--	--

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

L'ONG CADES Guinée mobilisée pour la mise en œuvre du projet « Amélioration participative des conditions d'égalité de droits et d'autonomisation économique des femmes/filles » (APaCED-AEF) sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou, met en œuvre des activités de sensibilisation et de plaidoyer de l'écosystème socio-familiale en vue d'une amélioration des conditions d'entreprendre des femmes entrepreneures ciblées par l'intervention dans la zone du projet. Ces activités concourent à l'atteinte des résultats 1 et 5 de l'intervention.

Dans le cadre de l'organisation de sessions de sensibilisation, débats, réflexions, formation (des formateurs), conception outils (langue locale, digitalisés), communication vers le grand public - le bénéficiaire contractant CADES Guinée a sélectionné dix (10) OSC féminines dans 10 territoires (5 communes de Conakry, Coyah, Kindia, Mamou, Dalaba et Pita) couverts par l'intervention. Ces OSC ont été renforcées pour animer les cadres de concertation/délibération. Courant 2021, 60 sessions de concertation /délibération communautaire présentiels ont été organisées avec la participation de 1316 acteurs cibles de l'écosystème socio-familial (autorités traditionnelles et locales, leaders religieux, mari-modèles, communicateurs traditionnels, femmes leaders, etc.). En parallèle, des concertations en ligne (plateforme digitale) dont la participation se fait par (smart) téléphone à travers une application dédiée a connu 465 participants inscrits et 476 contributions aux débats en ligne.

Une étude sur le pluralisme juridique (droit légal, droit coutumier et droit religieux) est en cours de réalisation. Cette étude comparative doit permettre de faire des propositions ou des amendements des dispositions légales existantes ou caduques.

Les actions menées par CADES Guinée conduiront les acteurs & parties prenantes de l'écosystème entrepreneurial féminin sensibilisés à un engagement pour une égalité genre de droits et chances.

3.4 Performance de l'output 2



3.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les femmes et les filles disposent des compétences technico-économiques et professionnelles qui sont en adéquation avec les besoins du marché et qui favorisent l'innovation et l'auto-emploi					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN18003 - Augmentation du volume total de produits commercialisés, désagrégé par filière (%)	0	0	Pomme de terre : 11 Ananas : 67 Mangue : 168	5	30
GIN18003 - Nouvelles entreprises créées par des femmes pendant la durée de l'intervention, désagrégé par	0	0	95 (Pomme de terre : 1	100	355

filière/Cluster (Aspirantes EF)			Ananas : 62 mangue : 12 Fruits de cueillette : 18 Digital : 2		
GIN18003 Augmentation du chiffre d'affaires, désagrégé par filière (%)			82	5	30

Contrairement à 2020, 2021 n'a pas connu de restrictions liées au Covid-19 ou aux troubles socio-politiques. Cela a permis aux entrepreneures d'exercer librement leurs activités. Les appuis déployés (intrants, crédits, conseils techniques) dans le cadre de la résilience ont impacté de façon significative la production, la transformation et la commercialisation d'où l'augmentation du volume de produits commercialisés et du chiffre d'affaires.

Quatre-vingt-quinze (95) nouvelles entreprises créées sur cent (100) prévues soit un taux de réalisation de 95%.

3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁷	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁸	En sérieux retard ⁹
1.A0202 Renforcer l'accès de femmes et filles à l'éducation/formation (technico-économique, professionnelle)		X		
- Alphabétisation fonctionnelle orientée sur l'entrepreneuriat		X		
- Formations techniques et professionnelles (courte durée)		X		
- Formation sur la gestion de base d'une entreprise		X		
3.A0204 Renforcer/adapter l'offre de services de la part des incubateurs d'entreprises, d'autres structures spécialisées, OP de femmes		X		

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Ce résultat concerne l'ensemble des appuis non financiers qui doivent être déployés en faveur des bénéficiaires (MPME féminines actives et aspirantes).

Les deux opérateurs Trias (filières ananas, mangue et fruits de cueillette) et Eucord (filière pommes de terre) mobilisés en fin 2020 pour la mise en œuvre de ce résultat ont pu entamer l'accompagnement de leurs cibles (entrepreneures) respectives. Ces entrepreneures bénéficiaires sont en train d'améliorer leur capacité de gestion, connaissances sur le process de transformation,

⁸ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁹ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

les bonnes pratiques de la culture de la pomme de terre, les techniques de commercialisation, le processus de formalisation... Ces entrepreneures s'approprient à mieux gérer, transformer, vendre, créer de l'emploi. Les entrepreneures non instruites apprennent à lire, à écrire et à calculer à travers le programme d'Alphabétisation fonctionnelle orientée sur l'entrepreneuriat.

Photo 1 : Quelques images illustratives des actions d'appui



La majeure partie des bénéficiaires des appuis non financiers sont membres des groupements féminins d'épargne et de crédit, ce qui les permet d'autofinancer leurs activités à petite échelle.

Actions Covid-19 : Dans la riposte à la Covid-19, deux actions furent menées dont :

1. Les filles installées suite à l'accord de partenariat avec la Direction Générale des Centres d'Autonomisation des Femmes (DGCAF) se prennent en charge et soutiennent leurs différentes familles grâce aux revenus générés par leurs activités. Ces bénéficiaires ont une perspective de création de 42 nouveaux emplois via des nouvelles apprenantes qu'elles encadrent.
2. L'action d'appui à la résilience subsidiée en octroi direct avec TRIAS (synergie avec EA) allant de juillet 2020 à juillet 2021 a permis de doter 143 femmes dont 33 pour la filière ananas, 47 pour la pomme de terre, 16 dans la riziculture et 47 dans le maraîchage en intrants et semences. Cette action a permis à ces bénéficiaires de poursuivre leurs activités économiques suite aux effets de la pandémie. Une évaluation des effets et l'impact de cette action est en cours de réalisation.

3.5 Performance de l'output 3



3.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Les femmes ont un accès amélioré aux instruments et services financiers adaptés intégrant de mesures incitatives à l'entrepreneuriat féminin					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN18003 - Nombre de femmes/filles qui ont obtenu un financement, désagrégé par filière/Cluster	0	0	349	600	1100
GIN18003 - Volume des financements (Montant en Euro)	0	0	8469.18	30000	610000

Les valeurs cibles ont été partiellement atteintes et cela s'explique par le retard enregistré dans l'opérationnalisation de la subvention adossée au crédit, la durée consacrée à la collecte de l'épargne et d'octroi de crédit dans l'approche GFEC.

La convention sur l'approche GFEC comprend 3 cycles de 9 mois chacun. Malheureusement 3 mois du premier cycle ont été mis à profit pour le recrutement et le déploiement du personnel du projet, la sensibilisation des communautés sur l'approche (outil), la formation, l'achat des kits et la constitution des groupements. Pratiquement 6 mois ont été consacrés à la collecte et à l'octroi des crédits.

Historique et fonctionnement de l'approche GFEC

Cette approche initiée dans les années 80 par CARE international est une forme de microfinance ou finances communautaires de petite taille gérée par la communauté elle-même.

Ce système sert les communautés pauvres, celles dont les revenus sont irréguliers, moins fiables et qui ne peuvent pas accéder aux produits et services des institutions de micro finances formelles.

Cette approche leur permet de se constituer en groupement d'épargne et de crédit (GEC) composé généralement de 15 à 25 membres.

Ces groupes épargnent hebdomadairement leur argent en souscrivant aux parts (actions) fixées par les membres. Cette épargne est collectée pour servir comme un fonds de crédit qui permet aux membres d'emprunter des sommes qu'ils remboursent au minimum au cours de trois mois en ajoutant des frais (intérêts) à un taux raisonnable fixé généralement entre 5% à 10% par le groupe. En fin d'un cycle, généralement de neuf (9) mois, les membres se répartissent une partie des sommes épargnées et réinvestissent l'autre pour relancer un nouveau cycle.

3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 10	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹¹	En sérieux retard ¹²
1.A0301 Développer l'éducation financière et faciliter l'accès au crédit pour les femmes		X		
- Accompagnement émergence associations d'épargne/crédit				
3.A0303 lignes spécifiques cf. initiatives féminines au sein des instruments financiers à un taux d'intérêt préférentiel/à subside direct		X		

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Le consortium AID/APCEM, avant la mise en place des groupements féminins d'épargne et de crédits (GFEC) a organisé des réunions de présentation du projet aux différentes parties prenantes (chefs traditionnels, autorités administratives et communales, groupes de femmes). Ceci a abouti à une adhésion massive des communautés à cet outil d'autofinancement. Cinquante

¹¹ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹² Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

(50) groupements féminins d'épargne et de crédits (GFEC) de 1191 membres dans les régions de Kindia et de Mamou furent mis en place.

Les 50 GFEC ont été accompagnés par le consortium dans les domaines de leadership, élection, gouvernance et gestion, développement personnel et gestion des activités génératrices de revenus, partage du capital épargné.

Au cours du premier cycle (2021), les membres ont épargné un montant de 276 030 419 GNF sur lesquels 86 723 100 GNF ont été octroyés en crédit à 349/ 1191 membres, soit un taux de conversion de l'épargne en crédit égal à 31% qui est très faible. Ce faible taux est dû à certains facteurs tels que : une aversion au risque, c'est à dire une peur de contracter des crédits au risque d'insolvabilité à échéance (non-paiement), faible appréhension de l'importance du système de crédit dans les GFEC pouvant générer des plus-values importantes pour les membres, des considérations religieuses de certains dans certaines communautés liées aux paiements d'intérêts sur le capital du prêt, manque d'initiatives de certains membres pour l'utilisation du capital des prêts dans les activités génératrices de revenus. Pour remédier à cela, le consortium a intensifié la communication le long le deuxième cycle afin de renforcer la confiance des entrepreneures en elle, la confiance mutuelle des membres, la gestion du risque et les opportunités que donne la participation à un GFEC en termes de développement des AGR.

Madame M'Balialia Saba SOUMAH

Présidente du groupement d'épargne et de crédit "Limania 2" de Monkhebougni, Friguiagbé fait le témoignage sur l'épargne, les plus-values des crédits et leurs utilisations après le partage en fin de cycle

*« Nous remercions tout d'abord nos partenaires qui pensent à nous les femmes de Friguiagbé. Notre groupement est engagé à les honorer dans leurs efforts de bienfaisance. Au cours du cycle 1, nous avons mobilisé en tout un montant de **11 246 000 GNF** comme fonds de crédit. Les crédits octroyés nous ont rapporté un montant de **1 836 000 GNF** d'intérêt. Après le partage de ce fonds, chaque membre a compris que nous travaillons réellement pour nous-mêmes. Chacun a reçu un intérêt en fonction des parts d'épargne qu'il avait fait. Certains membres ont acheté les rejets d'ananas pour augmenter leur périmètre d'ananas. En plus, le groupement a décidé de réinvestir le montant du fonds social auquel on a ajouté un montant cotisé par les membres dans la culture d'ananas. Pour ce fait, nous avons loué un domaine agricole d'un (1) ha, acheté 2500 rejets et fait les travaux de défrichage et labour ».*

Photo 2 : Réunion d'épargne et de crédit d'un GFEC à Friguiagbé



- En plus de cette approche de finance inclusive, l'intervention EF en synergie avec EA ont mobilisé le GRET pour la subvention adossée au crédit pour les MPME agricoles avec une discrimination positive en faveur des femmes et des jeunes. A date, un premier cycle de financement est sur le point d'être lancé.

3.6 Performance de l'output 4



3.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Les femmes entrepreneurs utilisent des NTIC comme catalyseur de développement et leviers d'innovation dans leurs activités économiques					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN18003 - % d'entrepreneurs/MPME de femmes utilisant des applications digitales (par type) dans le cadre de leurs activités économiques	0	0	0	10	30
GIN18003 - Nombre d'innovations développées et/ou renforcées au sein des filières	0	0	2	2	2

Deux innovations numériques ont été développées et opérationnalisées en 2021 (voir détails dans état d'avancement).

3.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement			
	Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹³	En sérieux retard ¹⁴
1.A0401 Identification et développement des outils numériques disponibles		X		
3.A0403 Stimuler l'incubation numérique (cf. nouvelles exigences du marché)		X		

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

¹³ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹⁴ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Au courant de l'année 2021, deux plateformes digitales ont été mises en place et 2 lauréates issues du concours Entrepreneuriat féminin en lien avec le digital ont été accompagnées.

- Dans le cadre de la mise en œuvre du programme PEPITES en collaboration avec l'Agence de promotion des investissements privés (APIP), un prestataire (GLOBAL ITEC) a été mobilisé pour le développement d'une plateforme qui servira à la sélection des potentielles bénéficiaires du Programme PEPITES, au suivi et à l'accompagnement des entreprises du programme et au-delà. Cette plateforme est conçue pour servir à l'enregistrement et le suivi de toutes les entreprises formalisées au niveau de la Direction d'Appui aux Entreprises (DAE) de l'APIP.

Cette plateforme a permis à 500 femmes entrepreneures de s'enregistrer pour concourir afin d'être sélectionnées et bénéficier des accompagnements/appuis (technique, managérial, structuration, financement) prévus dans le programme. Il est prévu de sélectionner parmi les 500 enregistrées, 150 qui bénéficieront du programme PEPITES. La liste de ces 150 sera transmise au bénéficiaire contractant (LADY AGRY) chargé de la mise en œuvre dudit programme.

Interface de la plateforme PEPITES

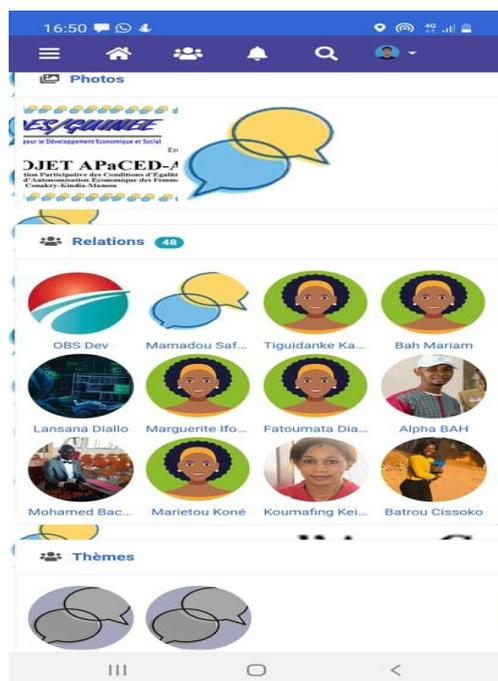
The screenshot displays the registration interface for the PEPITES program. The page is titled 'PROJET PEPITE' and includes navigation links for 'CONNEXION' and 'INSCRIPTION'. A top navigation bar shows 'Top Navigation' and 'Exemple 2.0'. A blue information banner at the top states: 'Commencez par saisir les informations de l'entreprise puis celles de l'associé principal.' The main content area is divided into two columns of form fields:

- INFORMATIONS DE L'ENTREPRISE:** Includes dropdown menus for 'Secteur d'activités', 'Choisissez le pays', 'Choisissez la région', 'Choisissez la préfecture', 'Choisissez la commune', and 'Choisissez la localité'. It also has text input fields for 'Libellé', 'Email', 'Téléphone principal' (with a '+224' country code selector), and 'Adresse'.
- INFORMATIONS DE L'ASSOCIE PRINCIPAL:** Includes text input fields for 'Prénom(s)', 'Nom', 'Téléphone' (with a '+224' country code selector), 'Email', 'Niveau de formation' (dropdown), 'Choisissez le genre' (radio buttons for 'Homme' and 'Femme'), 'Date de naissance' (calendar icon), and 'Diplôme'. At the bottom of this section are buttons for 'Retour', 'Annuler', and 'Ajouter'.

A footer note at the bottom of the form area says: 'Vous avez déjà un compte, Connectez-vous ici'.

Dans le cadre de la sensibilisation sur l'empowerment des femmes, des communautés et partenaires l'ONG CADES Guinée a mis en place en plus des 10 cadres de concertations présentiels, une plateforme digitale de concertation/délibération citoyenne en ligne (web forum). La participation au forum peut se faire via ordinateur et une application androïde spécialement conçue dans cet objectif pour rendre possible les délibérations aussi bien à l'échelle des zones ciblées que sur le plan national. La plateforme vise à mobiliser l'ensemble des acteurs intervenants sur les questions de droits égalitaires genre & d'autonomisation économique des femmes en Guinée. Lien de la plateforme : www.cades-apaced-guineaforum-for-gender-rights.online.

Interface de la plateforme de concertations en ligne.



- A l'occasion de la célébration du 8 mars 2021, Journée Internationale des Femmes, Enabel, à travers l'Intervention Entrepreneuriat Féminin a lancé un concours. Le concours ouvert aux filles/femmes guinéennes (18-35 ans) visait à ouvrir le débat sur la question de l'égalité des genres dans le secteur ou domaine digital afin de promouvoir la présence des entrepreneures dans la digitalisation. Ces réflexions ont permis aux candidates de proposer des idées de projets intégrant le digital, avec comme finalité la facilitation du développement des entreprises pilotées par des femmes.
- Au terme du concours, deux promotrices ont été sélectionnées pour un trajet d'accompagnement par un Business Coach pendant une période de six mois afin de les appuyer dans la structuration de leurs idées et le perfectionnement de leur projet. Le premier projet ELLESCOWORK, propose des espaces de travail équipés aux femmes dirigeantes de MPME, porteuses de projet et membres d'ONG combinées a des services d'accompagnement. Le second projet KAIRY MARKETPLACE, une entreprise digitale de distribution et de placement de produits issus de l'Agriculture et de l'élevage, faits et transformés par des femmes, fait la promotion du commerce équitable.

Photo 3: Images illustratives des actions des lauréates du 08 mars 2021



Promotrice de KAIRY MARKETPLACE



Espace COWORKING de ELLESCOWORK mis à disposition par VISTAGUI

- Dans le cadre de l'identification des besoins en solutions digitales des Micro/Petites/Moyennes Entreprises agricoles sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou, une enquête d'inventaire relative aux besoins en services digitaux des MPME ciblées par les interventions Entrepreneuriat Agricole et Entrepreneuriat Féminin est en cours de réalisation.

3.7 Performance de l'output 5



3.7.1 Progrès des indicateurs

Output 5 : L'environnement d'affaires plus propice répond aux besoins et aspirations spécifiques des femmes entrepreneuses et favorise l'égalité de droits et de chances					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
GIN18003 - Nombre d'infrastructures publiques structurantes réalisées	0	0	0	0	3
GIN18003 - Nombre de mécanismes participatifs communautaires fonctionnels mis en place et animés par les OSC féminines/bénéficiaires (CADES)	0	0	11	11	10
GIN18003 - Nombre de partenariats commerciaux développés entre intervenants au sein des filières	0	0	16	4	14
GIN18003 - Nombre d'initiatives des services publics pour favoriser l'autopromotion économique des femmes et filles	0	0	1	1	2

Les valeurs cibles pour cette année de rapportage ont été largement atteintes (voir détails ci-dessous).

3.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 15	État d'avancement Les activités sont :
--	---

	En avance	Dans les délais	Retardées ¹⁶	En sérieux retard ¹⁷
1.A0501 Appuyer des investissements structurants relatifs aux intérêts féminins		X		
3.A0503 Appui au renforcement + respect du cadre légal/régulateur APaCED		X		

3.7.3 Analyse des progrès réalisés

Ce résultat qui vise la création d'un ***environnement d'affaires plus propice répondant aux besoins et aspirations spécifiques des femmes entrepreneuses et favoriser l'égalité de droits et de chances***, est pris en compte en partie par le projet APaCED-AEF de CADES Guinée qui regroupe les résultats 1 et 5 de l'intervention.

Appuyer des investissements structurants relatifs aux intérêts féminins

- En réponse à un des besoins exprimés par les femmes commerçantes de la pomme de terre sur la conservation et la vente, l'intervention envisage d'installer une chambre froide d'une capacité de 300m³ au PK36 dans la Commune rurale de Manéah- Préfecture de Coyah. Les études APS, APD et spécifications techniques pour la construction de cette plateforme sont en cours de réalisation. La mise en place de la plateforme se fera en deux étapes, construction d'un socle avec espace de tri-conditionnement et de vente, fabrication et installation d'une chambre froide.
- Pour la rénovation et équipement du CAF de Kaloum, les études APS/APD ont été finalisées et validées. Il s'agit maintenant de lancer un marché pour la réalisation des travaux de rénovation de l'infrastructure à réaliser dans une période de 12 mois.
- Pour faciliter la formalisation des entreprises sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou, l'Intervention en synergie avec EU va doter l'APIP Guinée d'un véhicule aménagé en bureau.
- Pour favoriser le développement des entreprises formelles et la disponibilisation des données fiables sur les MPME guinéennes, une plateforme d'enregistrement, de suivi et de mise en relation entre acteurs du secteur privé est développée en faveur de l'APIP.

Appui au renforcement + respect du cadre légal/régulateur

Dans le cadre du projet APaCED, à date, il y a 11 mécanismes participatifs communautaires (10 cadres présentiels et 1 plateforme en ligne) mis en place et fonctionnels dans les 10 territoires couverts par le projet. Ils sont animés par 10 OSC féminines/bénéficiaires. CADES a également prévu l'initiation des concertations/délibérations mobiles au sein des entités économiques ciblées (GIE, Unions, Fédérations, Coopératives, PME et autres OSC ; y compris bénéficiaires des programmes Enabel) pour prendre en charge la problématique et aboutir à l'adoption et/ou à la mise en œuvre de mesures appropriées de promotion des droits et autonomisation des femmes par chacune d'elles (acteurs de l'écosystème entrepreneurial).

¹⁶ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹⁷ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

4 Suivi budgétaire

Project_output	Budget	2019	2020	2021	Total Actuals	Solde au 31/12/2021	% Exécution
Activités	2.847.443	1.268	410.638	710.841	1.122.747	1.724.696	39,43%
GIN18003_A01	500.000	819	38.218	137.152	176.188	323.812	35,24%
GIN18003_A02	703.444	450	269.825	570.621	840.895	- 137.451	119,54%
GIN18003_A03	600.000	-	41.591	66.777	108.368	491.632	18,06%
GIN18003_A04	400.000	-	-	21.429	21.429	378.571	5,36%
GIN18003_A05	643.999	-	61.004	- 85.138	- 24.134	668.133	-3,75%
Moyens Généraux	652.557	35.306	109.500	116.691	261.497	391.060	40,07%
GIN18003_Z01	350.059	11.742	53.818	56.248	121.808	228.251	34,80%
GIN18003_Z02	9.300	8.025	1.401	2.390	11.815	-2.515	127,05%
GIN18003_Z03	164.030	7.324	52.400	45.903	105.627	58.403	64,39%
GIN18003_Z04	129.168	8.216	1.882	12.149	22.247	106.921	17,22%
Total général	3.500.000	36.575	520.138	827.532	1.384.244	2.115.756	39,55%

Le taux de déboursement global est de 39,55%. Les dépenses portent principalement sur les décaissements en lien avec les Conventions de Subsides (Bénéficiaires Contractants) et les différents marchés (prestataires) en cours ou finalisés.

5 Risques et problèmes

Aucun des risques identifiés en 2021 ne s'est transformé en problème dans la mesure où la pandémie du Covid 19 a pu être contrôlée et la crise politique née de la modification constitutionnelle s'est soldée par un changement de régime apaisant la scène politique, sociale et économique. Les activités ont pu être menées sans obstacle majeur.

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Des pesanteurs socio-culturels qui risquent d'entraîner de la résistance au changement de mentalité de la cible (femme/fille).	08/01/2019	OPS	Haute	Moyen	Haute

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Opérationnalisation d'un dispositif de sensibilisation/conscientisation (sur mesure et sur base d'une bonne analyse socio-anthropologique)	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023	Une revue documentaire sur les bonnes pratiques de lutte contre les pesanteurs socio-culturels est réalisée. L'opérationnalisation des cadres de concertations (présentiels, mobiles et en ligne) via le projet APACED-EF de CADES s'inscrit dans cette dynamique	En cours
Stimulation et renforcement du dialogue entre les porteurs d'obligations et les détenteurs des droits (en impliquant également les autorités publiques, coutumières et religieuses)	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023	Le projet APACED-EF renforce les capacités des OSC et travaille sur une synthèse du pluralisme juridique en faveur de l'autonomisation des femmes. Une vulgarisation des éléments saillants de cette synthèse est aussi prévue	En cours
Stimuler des initiatives mutuelles et concertées de plaidoyer et un dialogue politique fondamental	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023		En cours
Assurance de la participation active des bénéficiaires à tous les niveaux Approche systématique de responsabilisation et d'accompagnement	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023		En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
La formalisation des entreprises est entravée par un cadre fiscal officiel contraignant	06/01/2019	OPS	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Miser premièrement sur la sensibilisation des entrepreneures en mettant en avant les avantages liés à la formalisation.	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023	40%	En cours
Appui à l'organisation des structures représentatives (fédérations, associations...) et à la concertation au sein du secteur privé afin de leur permettre de peser sur le climat et l'environnement des affaires	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023	30%	En cours
Renforcer le dialogue public-privé aux niveaux national et local	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023	30%	En cours
Accompagner l'initiative APIP mobile afin de rapprocher l'unité de formalisation aux entrepreneures	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/06/2023	60%	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Les contraintes liées à la pandémie du COVID-19: Mobilité, regroupement, disponibilité des partenaires/expertise (notamment externes)	07/05/2020	OPS	Faible	Faible	Faible

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Aider à la mise à disposition des kits de lavages, encourager au respect des mesures barrières et continuer à appuyer la résilience des MPME cibles de l'intervention. Continuer à mettre en œuvre les activités qui	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	NA	Beaucoup d'initiatives sont en cours pour non seulement sensibiliser mais aussi appuyer la résilience et la relance économique.	En cours

regroupent pas plus de 20 personnes, organiser dans la mesure du possible les appuis à distance

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Retard sur l'opérationnalisation du dispositif de financement des MPME cibles à travers des IMF mobilisées.					
Le détournement d'objectif de la subvention par certaines bénéficiaires ou de subventionner celles qui sont les moins méritantes	12/05/2020	OPS	Faible	Faible	Faible

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Mettre davantage de pression sur le bénéficiaire contractant (Gret) et appuyer les BC des appuis non financiers à monter des dossiers de qualité pour la soumission.	BOSMAN Gerrit	30/06/2023	50%	En cours
Un respect scrupuleux du manuel de procédure et la participation des responsables des faitières au comité d'octroi en qualité d'observateurs				
Identification des PME qui auront besoin des gros investissements et les aider à préparer des bon dossiers via nos bénéficiaires contractants (TRIAS et Eucord)	DIALLO Mamadou Oury Aïssatou	30/12/2021	70%	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Retard sur les futurs marchés d'infrastructures planifiés du fait des publications infructueuses ou d'oppositions de certains acteurs (communautés, cadres administratifs/locaux...) à leur concrétisation.	01/02/2022	OPS	Moyen	Moyen	Moyen
Annulation des marchés planifiés pour manque de fonds	01/02/2022	OPS	Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Implication des autorités au plus haut niveau et la sensibilisation des communautés sur l'importance de ces infrastructures dans leur vie.	Mamadou Oury Aïssatou DIALLO	01/02/2022	90%	En cours
Faire une demande de financement via la réserve du portefeuille ou demander certaines interventions qui peuvent avoir des intérêts dans la thématique (problème adressé)	Mamadou Oury Aïssatou DIALLO	01/02/2022	30%	En cours

Identification des problèmes			Analyse de la question
Description du problème	Période d'identification	Catégorie de question	Impact potentiel
Le cadre fiscal officiel du pays demeure un facteur d'augmentation du taux de mortalité des entreprises et un facteur de découragement à la formalisation de celles-ci.	10/06/2020	DEV	Haute

Atténuation de l'émission			Suivi de l'émission	
Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Plaidoyer auprès des institutions en charge d'amélioration du climat des affaires	Mamadou Oury Aïssatou DIALLO	30/06/2023	40%	En cours

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille bilatéral

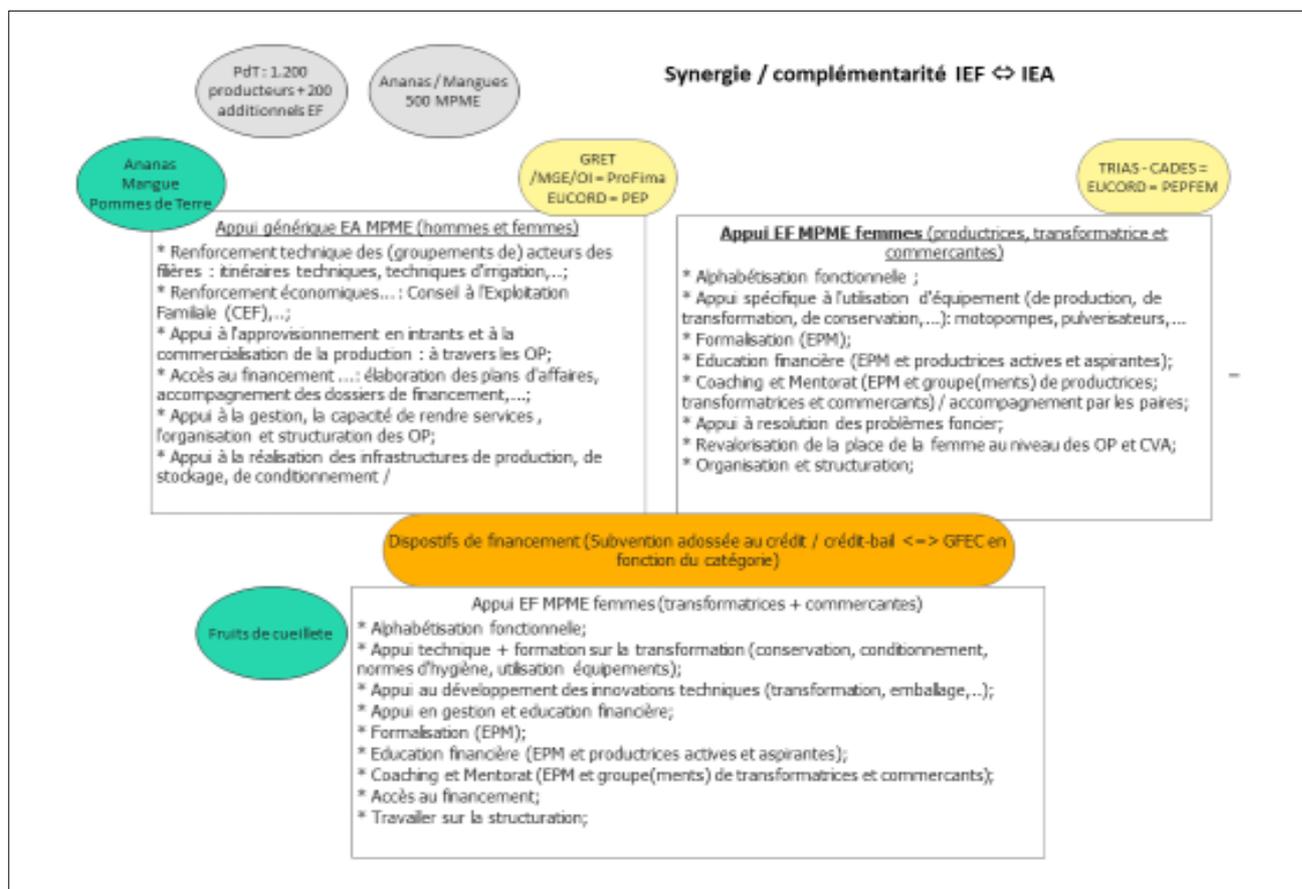
Synergie et complémentarité avec l'Intervention Entrepreneuriat Agricole sur les filières ananas-mangue et pommes de terre

Dans le cadre des appuis non financiers (**renforcement de capacités et accompagnement**) des entrepreneurs, l'Intervention Entrepreneuriat Féminin complète les appuis (génériques) mis en place par l'Intervention Entrepreneuriat Agricole pour les MPME des filières ananas, mangue et pomme de terre. Comme par exemple dans le cadre du projet PEP-FEM mis en œuvre par Eucord dans la région de Mamou en faveur des femmes entrepreneures de la filière pomme de terre et dans le cadre du projet PEFFA mis en œuvre par le consortium TRIAS/CADES Guinée en faveur des entrepreneures évoluant dans les filières mangue et ananas. A travers ces projets EF apporte des appuis spécifiques: éducation financière, alphabétisation fonctionnelle, appuis technico-économique et managérial, organisation et structuration, formalisation, coaching-mentorat.

Eucord, TRIAS/CADES Guinée et GRET/MGE/OI tous intervenant dans les appuis non financiers des deux interventions (EF & EA) se concertent, échangent des outils/approches et des données dans l'accompagnement des cibles. Un canevas de business plan a été élaboré et partagé entre les acteurs. Des visites de terrain et rencontres trimestrielles sont organisées entre les différents BC, les autres partenaires impliqués dans la mise en œuvre et les UGP afin de faire l'état des lieux des avancés et partager les bonnes pratiques ainsi que les échecs.

Pour compléter les synergies, EF met en œuvre une plateforme de stockage frigorifiée, de conditionnement et de vente au PK36 pour un groupement de commerçantes de pomme de terre.

Schémas de synergies et complémentarités entre l'Intervention Entrepreneuriat Féminin et l'Intervention Entrepreneuriat Agricole



Synergies pour faciliter l'accès au financement :

Les deux interventions EA et EF mettent conjointement en œuvre deux projets de facilitation d'accès au financement.

Par rapport à la digitalisation :

Tout comme l'accès au financement, le service numérique reste une action transversale aux 2 interventions à travers le résultat 4 (Les femmes entrepreneures utilisent des NTIC comme catalyseur de développement et leviers d'innovation dans leurs activités économiques) de l'Intervention Entrepreneuriat Féminin et le résultat 5 de l'Intervention Entrepreneuriat Agricole (l'offre de services numériques pour les entrepreneurs des filières et l'utilisation de nouveaux outils digitaux sont renforcées). Une action conjointe est aussi en cours (voir résultat 4)

Synergies et complémentarités avec l'Intervention Entrepreneuriat Urbain et CAPACITA

Les interventions Entrepreneuriat Urbain et Entrepreneuriat Féminin ont initié, en synergie avec l'APIP, le programme PEPITES sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou. Ce programme est dédié aux femmes entrepreneures actives dans les clusters i) Hospitalité & Tourisme, ii) Villes Durables (incluant les secteurs Gestion des déchets & Bâtiment et Travaux Publics), iii) Digital. Des agents de l'APIP bénéficient du renforcement de leurs capacités dans l'accompagnement des MPME féminines dans ce programme. LADY AGRI est également en train de développer une boîte à outils de bonnes pratiques pour l'accompagnement des MPME de femmes en faveur des structures d'appui aux entreprises en Guinée incluant l'APIP.

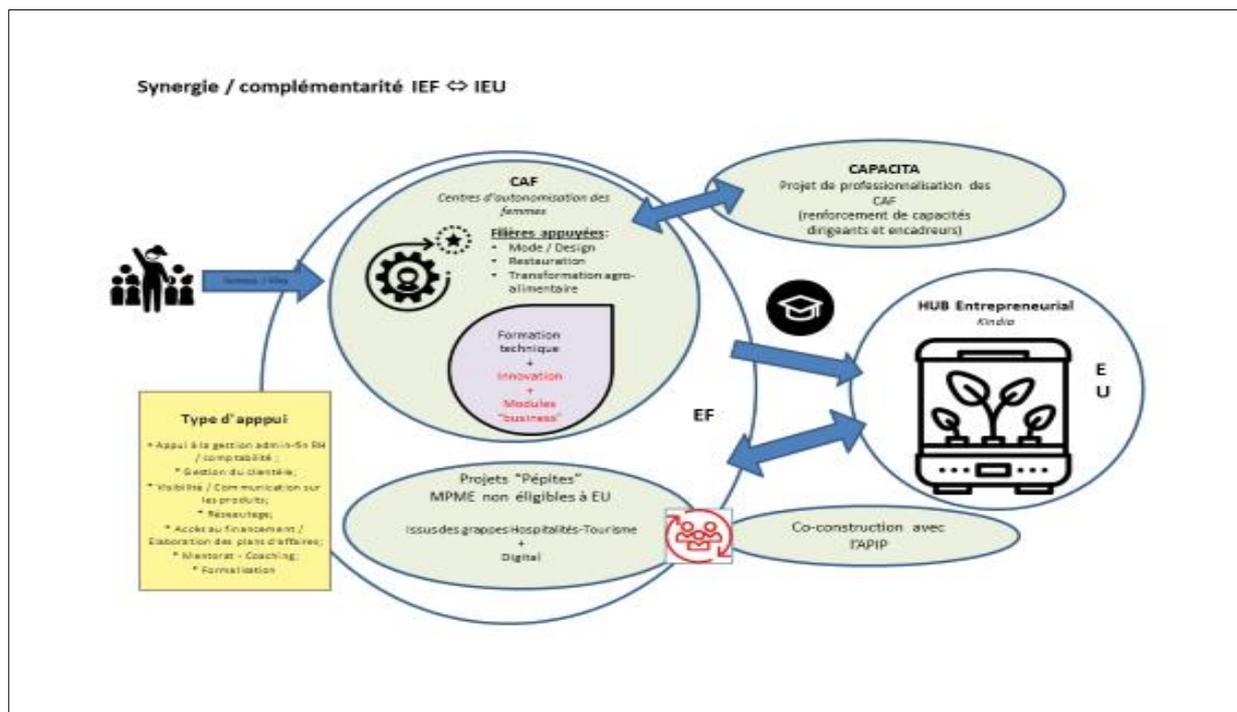
En plus du programme PEPITES, EF et EU collaborent pour doter l'APIP Guinée d'un outil de formalisation des entreprises en milieu rural. C'est ainsi qu'un véhicule aménagé en bureau, appelé APIP-mobile, sera mis en service sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou.

L'ensemble des interventions EA, EU et EF, voir EC sont en étroite collaboration dans le cadre de la mise en place du Hub Entrepreneurial à Kindia, avec une prise en compte des besoins particuliers des entrepreneurs (femmes) issues des différentes filières et clusters dans le développement de son offre de service.

Un diagnostic institutionnel/opérationnel de la DGCAF et de ses services déconcentrés (CAF) de l'axe Conakry-Kindia-Mamou fut réalisé en 2021. A l'issue de ce diagnostic, des recommandations ont été formulées dont entre autres : (i) le développement d'un plan d'entreprise pour la DGCAF et de ses services déconcentrés ; (ii) le développement d'un curricula de formation sur la culture entrepreneuriale pour les CAF et le renforcement de capacités du personnel pour la démultiplication ; (iii) le renforcement de capacités du personnel sur la gestion d'entreprise, la recherche de financement et la communication.

Après la restitution des résultats du diagnostic, des discussions ont été entamées avec CAPACITA afin d'adresser certaines recommandations dont le développement d'un plan d'entreprise pour la DGCAF et de ses services déconcentrés. De commun accord avec EF, CAPACITA a pris en charge la formation des cadres et agents ainsi que l'appui à l'élaboration d'un plan d'entreprise en faveur de cette entité.

Schéma de synergie/complémentarité avec l'Intervention Entrepreneuriat Urbain et CAPACITA



6.2 Avec les projets pour tiers

EF et INTEGRA envisagent de collaborer dans le cadre de la rénovation du centre de teinturerie de Yéwolé à Kindia. INTEGRA réalisera les travaux de rénovation et EF apportera des équipements et un appui à la structuration de la coopérative des teinturières. Un diagnostic de la gestion et du fonctionnement de la coopérative et du centre de teinturerie a été fait en 2021. C'est dans cette dynamique que la coopérative a été choisie pour bénéficier de l'accompagnement du programme PEPITES.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

La dimension protection de l'environnement est prise en compte dans toutes nos actions d'appui en faveur du développement des chaînes de valeur agricoles. La formation des cibles sur le dosage des engrais, les bonnes pratiques culturales (rotation de cultures, itinéraires techniques, ...), l'énergie solaire sera utilisée comme source d'énergie dans la réalisation de la plateforme de stockage de la pomme de terre au PK36. Les bénéficiaires au niveau du maillon transformation sont aussi sensibilisés.

7.2 Genre

L'intervention est entièrement dédiée aux (entrepreneures) femmes/filles.

Photo 4 : Cérémonie de lancement de la plateforme digitale-Projet APaCED-AEF à Conakry.



7.3 Digitalisation

Le résultat 4 vise l'utilisation et le développement des NTIC comme catalyseur de développement et leviers d'innovation avec les activités:

- A 4.1 Identification et /ou développement des outils numériques en fonction des besoins ;
- A 4.1 Stimuler l'accès des femmes entrepreneures à l'information économique à travers des applications digitales (open data) ;
- A 4.3 Stimuler l'incubation numérique (cf. nouvelles exigences du marché)

7.4 Emploi décent

ENABEL prend pour référentiel les 4 axes de l'Agenda du Travail Décent de l'OIT, qui englobe l'accès à un travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui touchent à leur vie et l'égalité des chances et de traitement pour tous, hommes et femmes

L'essentiel des actions entreprises pour la mise en œuvre de cette intervention s'inscrit dans les 4 axes de l'Agenda du Travail Décent de l'OIT dans la mesure où les renforcements de capacité des bénéficiaires se font sur les besoins identifiés de commun accord avec celles-ci et ces actions permettent d'améliorer leurs revenus, leurs conditions de vie et de travail.

CADES Guinée adresse cette thématique dans le projet d'amélioration participative des conditions d'égalité de droits et d'autonomisation économique des femmes (APaCED-AEF).

Nos bénéficiaires contractants sont sensibilisés par l'équipe d'intervention sur le respect de droits et dignité de leurs équipes qui travaillent dans les projets qu'ils exécutent pour nous. Un module sur la gestion des ressources humaines est administré aux promotrices des MPME cibles de

l'intervention. Le travail des mineurs est proscrit dans les futurs chantiers de l'intervention (aménagement de la plateforme de stockage, de conservation et vente de la pomme de terre et rénovation du CAF de Kaloum).

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

- Validation par le CoPil de la note de cadrage donnant une vision et une stratégie claire à la mise en œuvre ;
- Les effets des appuis au niveau des bénéficiaires commencent à se faire sentir (lancement de nouvelles entreprises, augmentation de chiffres d'affaires, augmentation du volume de produits commercialisés et périmètres de production, utilisation des outils de gestion par les entrepreneures ;
- Les deux (2) lauréates issues du concours Entreprenariat Féminin du 8 mars 2021 ont démarré leurs entreprises ;
- La plateforme digitale de concertation/délibération en ligne du projet APaCED est mise en place et fonctionnelle;
- L'opérationnalisation de la plateforme de sélection, suivi et accompagnement des entreprises à l'APIP ;
- La mise en place du programme structurant et innovant PEPITES;
- L'obtention d'un site au PK36 pour le développement de la plateforme de stockage, de conservation et de vente de la pomme de terre et autres produits agricoles ;
- Les commerçantes de la filière pomme de terre sont structurées en GIE avec l'accompagnement de l'intervention à travers le projet PEP-FEM ;
- Trois femmes bénéficiaires de PEP FEM maîtrisent la démultiplication semencière de la pomme de terre et disposent des parcelles de démonstration et d'apprentissage de bonnes pratiques agricoles ;
- Une forte adhésion des communautés à l'approche GFEC ou l'outil de finance inclusive;
- Les missions conjointes (visites et réunion de partage) avec les acteurs de mise en œuvre se sont révélées très utiles pour favoriser l'apprentissage mutuel, la co construction, l'identification de synergies entre bénéficiaires contractants. Elles sont appréciées par toutes les parties prenantes puisqu'orientées vers l'efficacité opérationnelle.
- Les services techniques pertinents pourraient être associés à cet exercice qui pourrait revêtir la forme d'un comité technique. Il faudra veiller à limiter le nombre de participants pour ne pas réduire les échanges.

Photo 5 : Modèle de réussite Nènèdjo DIALLO dans la démultiplication semencière de la pomme de terre à Dalaba



8.2 Les défis

- Maintenir la dynamique de l'année 2021 dans la poursuite de mise en œuvre des actions de l'Intervention ;
- Développer la stratégie de sortie de l'Intervention ;
- Passer le cap de métiers classiques (couture, teinture, coiffure, ...) à la modernité (mode, design, stylisme, ...) dans les centres d'autonomisation des femmes pilotes (Kaloum, Cameroun et Mamou) ;
- Opérationnaliser la plateforme de stockage, de conservation et de vente de la pomme de terre ;
- Faire aboutir l'ambition du projet APaCED qui est celle de l'amélioration du cadre légal en faveur de l'autonomisation des femmes ;
- La capitalisation et le partage des leçons apprises dans la mise en œuvre de l'intervention.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

Les questions d'apprentissage stratégique se déclinent en six points :

- 1) Pour une offre de service de qualité en direction des bénéficiaires (cibles), il faut consacrer du temps dans la prospection pour pouvoir mobiliser des prestataires professionnels avec l'expertise nécessaire;
- 2) Dans la programmation financière ne pas toujours se fier aux ambitions des bénéficiaires contractants/prestataires. Rester prudemment ambitieux ;
- 3) L'opérationnalisation des équipes des BC est consommatrice en temps. Un suivi rapproché est nécessaire pour l'atteinte des résultats ;
- 4) Qualité du staff mobilisé dans la mise en œuvre de convention de subside : A la différence des marchés publics, les curriculums vitae du staff mobilisé ou à mobiliser dans les conventions de subsides ne sont pas demandés dans les appels à proposition (de subsides). On peut se retrouver, après octroi, avec une équipe technique peu ou faite des questions à traiter.
- 5) La mise en place d'espaces de concertation et de partage trimestriels entre les BC et Enabel qualifie davantage leurs actions et leur permet d'améliorer la collaboration.
- 6) Certains sous-projets de l'intervention ayant accusé du retard dans le déploiement des équipes/appuis nécessiteraient une rallonge de la durée de mise en œuvre afin d'atteindre les effets escomptés sur les bénéficiaires.

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Investir du temps dans la prospection des opérateurs de qualité	- Enabel
Promouvoir les concertations et partages entre les bénéficiaires contractants/opérateurs pour plus d'effets sur les bénéficiaires	- UGP / Enabel - Partenaires institutionnels - Structures d'appui à l'entrepreneuriat
Prendre en compte la durée d'opérationnalisation des équipes des bénéficiaires contractants	- Enabel - Partenaires institutionnels

Rester prudemment ambitieux dans la programmation financière	<ul style="list-style-type: none">- Enabel- Partenaires institutionnels- Structures d'appui à l'entrepreneuriat
--	---

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Le note d'orientation stratégique avec tous les aspects clés de l'intervention dont : les indicateurs au niveau outcome, les cibles, les filières, les partenaires institutionnels et opérationnels, le positionnement par rapport aux autres du portefeuille pays et l'allocation des ressources financières au niveau des résultats a été finalisée et partagée en interne et validé par les membres du comité de pilotage courant le 1^{er} trimestre 2021.

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

RAS

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			
2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
		A	B	C	D

Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale			X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?					
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.			
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.			
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?					
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.			
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.			
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.			
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.			
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?					
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.			
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.			
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.			
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.			

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B; Au moins un 'C, pas de 'D' = C; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
	X			

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?	
	A La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X	B L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?	
X	A L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
	B L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
			X	

4.1 Durabilité financière/économique ?	
	A La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.

X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.

C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

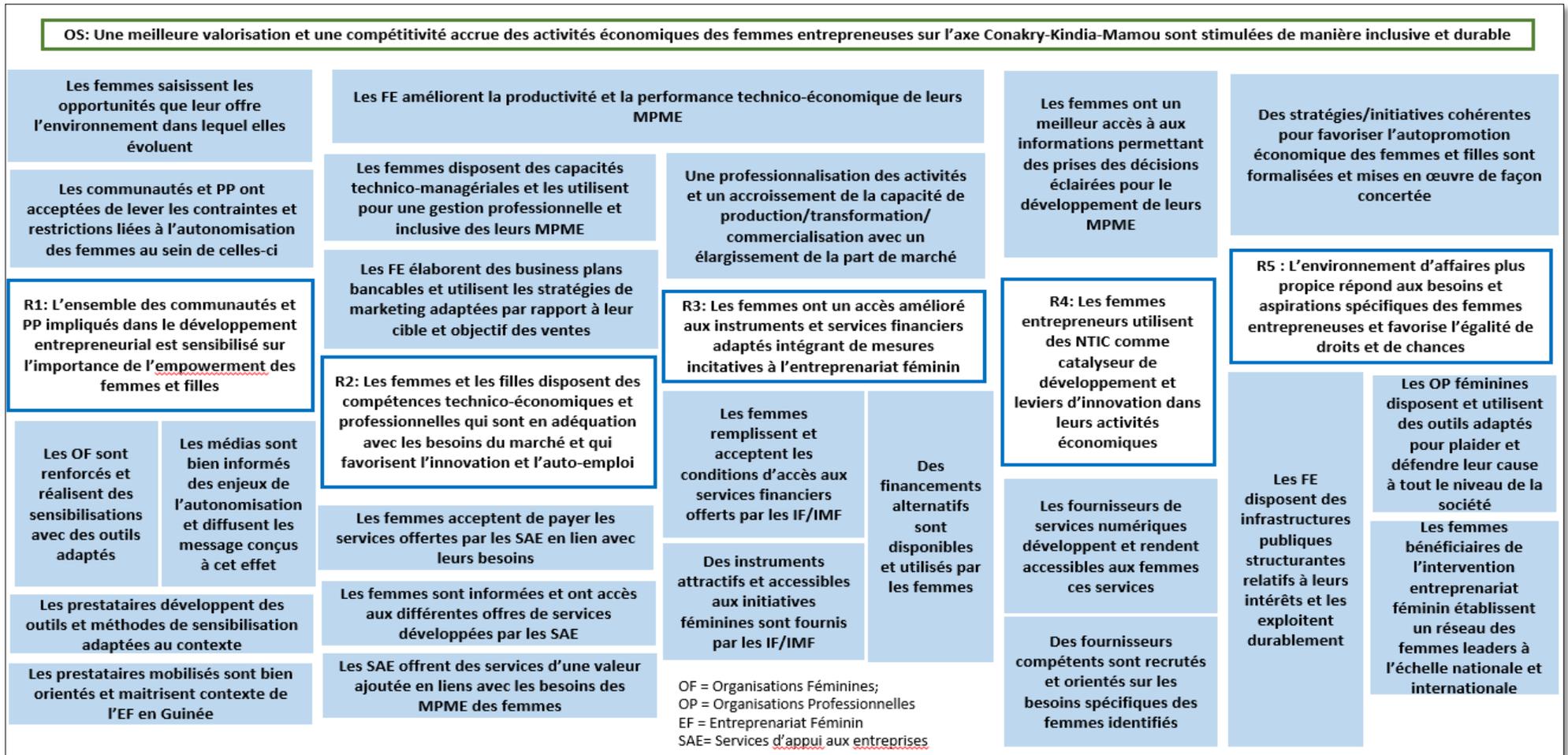
10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Cadre logique

	Indicateur valeur baseline	2019	2020		2021		2022	2023
		Indicateur valeur cible	Indicateur valeur cible	Indicateur valeur réelle	Indicateur valeur cible	Indicateur valeur réelle	Indicateur valeur cible	Indicateur valeur cible
Contribuer à la création d'emploi décent et de qualité et à l'augmentation de revenus stables et durables des hommes et des femmes entrepreneurs sur l'axe C-K-M								
Une meilleure valorisation et une compétitivité accrue des activités économiques des femmes entrepreneuses sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou sont stimulées de manière inclusive et durable								
GIN18003 - Nombre d'Entreprises appuyées/accompagnées pendant la durée de l'Intervention, désagrégé par filière/Cluster	1 386	0	1 959	87	2 532	1 890	3 105	3 678
GIN18003 - Taux de survie (enregistré plus d'un an) des nouvelles entreprises formalisées pendant la durée de l'intervention	0	0	18	0	37	0	56	75
Résultat 1 : L'ensemble des communautés et PP impliqués dans le développement entrepreneurial est sensibilisé sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles								
GIN18003 - % d'acteurs & parties prenantes de l'écosystème entrepreneurial féminin sensibilisés qui démontrent un réel engagement pour une égalité genre de droits et chances (CADES)	0		0		0		70	80
GIN18003 - % de femmes/filles actives qui dispose d'un pouvoir d'action économique (CADES)	0	0	0		0		75	80
Résultat 2 : Les femmes et les filles disposent des compétences technico-économiques et professionnelles qui sont en adéquation avec les besoins du marché et qui favorisent l'innovation et l'auto-emploi								
GIN18003 - Augmentation du volume total de produits commercialisés, désagrégé par filière						35		
GIN18003 - Nouvelles entreprises créées par des femmes pendant la durée de l'intervention, désagrégé par filière/Cluster (Aspirantes EF)						95		
GIN18003 Augmentation du chiffre d'affaires, désagrégé par filière						82		

	Indicateur valeur baseline	2019	2020		2021		2022	2023
		Indicateur valeur cible	Indicateur valeur cible	Indicateur valeur réelle	Indicateur valeur cible	Indicateur valeur réelle	Indicateur valeur cible	Indicateur valeur cible
Résultat 3 :Les femmes ont un accès amélioré aux instruments et services financiers adaptés intégrant de mesures incitatives à l'entrepreneuriat féminin								
GIN18003 - Nombre de femmes/filles qui ont obtenu un financement, désagrégé par filière/Cluster	0	0	0		600	349	1 000	1 100
GIN18003 - Volume des financements (Montant)					30 000	8 469	530 000	610 000
Résultat 4 :Les femmes entrepreneurs utilisent des NTIC comme catalyseur de développement et leviers d'innovation dans leurs activités économiques								
GIN18003 - % d'entrepreneures/MPME de femmes utilisant des applications digitales (par type) dans le cadre de leurs activités économiques	0	0			10		20	30
GIN18003 - Nombre d'innovations développées et/ou renforcées au sein des filières					2	2	2	2
Résultat 5 : L'environnement d'affaires plus propice répond aux besoins et aspirations spécifiques des femmes entrepreneuses et favorise l'égalité de droits et de chances								
GIN18003 - Nombre d'infrastructures publiques structurantes réalisées	0						3	3
GIN18003 - Nombre de mécanismes participatifs communautaires fonctionnels mis en place et animés par les OSC féminines/bénéficiaires (CADES)					11	11	11	10
GIN18003 - Nombre de partenariats commerciaux développés entre intervenants au sein des filières	0				4	16	14	14
GIN18003 - Nombre d'initiatives des services publics pour favoriser l'autopromotion économique des femmes et filles	0	0	0			1	2	2

Théorie de changement



10.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Plan d'action élaboration suit à la mission MTR disponible et mise en œuvre	Mars 2022
Missions de backstopping	Mars 2022

10.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

GIN18003 - PILIER 1 Intervention 3 Appui au développement de l'entrepreneuriat féminin sur l'axe Conakry - Kindia - Mamou

Outcome	PBLA	Libellés			Budget	2019 Août à Déc.	Actuels au 31/12/2020	Actuels 2021	Total Actuels au 31/12/2021	Solde au 31/12/2021	% exec
A		Objectif spécifique : Stimuler de manière inclusive et durable une meilleure valorisation et une compétitivité accrue des activités économiques des femmes entrepreneuses sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou			2 847 443		411 906	710 841	1 122 747	1 724 696	39,43%
A	01	<i>Résultat 1 : L'ensemble des communautés et PP impliqués dans le développement entrepreneurial est sensibilisé sur l'importance de l'empowerment des femmes et filles</i>			500 000		39 036	137 152	176 188	323 812	35,24%
A	01	01		Sensibilisation des communautés et autres parties prenantes (contraintes, opportunités)	250 000		911	65 357	66 268	183 732	26,51%
A	01	01	01	GIN18003_A010101 Organisation de sessions de sensibilisation, débats, réflexions, formation (des formateurs), conception outils (langue locale, digitalisés), communication vers le grand public	150 000		881	65 070	65 951	84 049	43,97%
A	01	01	02	GIN18003_A010102 Consultance perleéeen Autonomisation des femmes	100 000		30	287	317	99 683	0,32%
A	01	02	01	GIN18003_A010201 Accompagnement/RC intensif des groupes de femmes leaders (ONG internationale/locale)	100 000		0	46 420	46 420	53 580	46,42%
A	01	03	01	GIN18003_A010301 RC groupements/associations/unions Kindia, Mamou, Dalaba (ONG internat./locale)	100 000		33 125	25 375	58 500	41 500	58,50%
A	01	03	02	GIN18003_A010302 Diagnostic préalable et élaboration plan d'action (CSUB EF_She Decide)	50 000		5 000	0	5 000	45 000	10,00%
A	02			<i>Résultat 2 : Les femmes et les filles disposent des compétences technico-économiques et professionnelles qui sont en adéquation avec les besoins du marché et qui favorisent l'auto-emploi</i>	703 444		270 275	570 621	840 895	-137 451	119,54%
A	02	01		Alphabétisation fonctionnelle orientée sur l'entrepreneuriat	247 444		177 529	41 778	219 307	28 137	88,63%
A	02	01	01	GIN18003_A020101 Formation des membres des organisations ciblées sur base des modules revus	247 444		177 529	40 827	218 356	29 088	88,24%
A	02	01	02	GIN18003_A020102 Appui à la sécurité alimentaire (riposte COVID-19).			0	951,33	951,33	-951,33	

Outcome				PBLA	Libellés	Budget	2019 Août à Déc.	Actuals au 31/12/2020	Actuals 2021	Total Actuals au 31/12/2021	Solde au 31/12/2021	% exec
A	02	02			Renforcer l'accès de femmes et filles à l'éducation/formation (technico-économique, professionnelle)	240 000		46 879	397 759	444 638	-204 638	185,27%
A	02	02	01	GIN18003_A020201	Formations techniques et professionnelles (courte durée)	80 000		3 645	316 376	320 020	-240 020	400,03%
A	02	02	02	GIN18003_A020202	Formation sur la gestion de base d'une entreprise	80 000		0	65 082	65 082	14 918	81,35%
A	02	02	03	GIN18003_A020203	Formations en agro-alimentaire (plateforme Agri-Nutri/ CAPF)	80 000		43 234	16 301	59 535	20 465	74,42%
A	02	03			Renforcer l'accès des femmes/filles aux services d'appui et accompagnement des jeunes entreprises de femmes	100 000		12 673	73 124	85 797	14 203	85,80%
A	02	03	01	GIN18003_A020301	Accompagnement entreprises bénéficiaires	50 000		10 260	22 677	32 937	17 063	65,87%
A	02	03	02	GIN18003_A020302	Appui/conseil technique-commercial en agro-alimentaire (plateforme Agri-Nutri, CAPF)	50 000		2 413	50 447	52 861	-2 861	105,72%
A	02	04			Renforcer/adapter l'offre de services de la part des incubateurs d'entreprises, d'autres structures spécialisées, OP de femmes	116 000		33 193	57 960	91 153	24 847	78,58%
A	02	04	01	GIN18003_A020401	Action appuyée à travers l'Entrepreneuriat Urbain	-		0	0	0	0	
A	02	04	02	GIN18003_A020402	ATN – autonomisation économique de femmes	97 200		29 601	48 799	78 400	18 800	80,66%
A	02	04	03	GIN18003_A020403	Investissement ATN autonomisation économique de femmes: équipement bureau, laptop, matériel spécifique)	8 800		3 592	731	4 323	4 477	49,13%
A	02	04	04	GIN18003_A020404	Fonctionnement spécifique ATN autonomisation économique de femmes	10 000		0	8 430	8 430	1 570	84,30%
A	03				<i>Résultat 3 :Les femmes ont un accès amélioré aux instruments et services financiers adaptés intégrant de mesures incitatives à l'entreprenariat féminin</i>	600 000		<i>41 591</i>	<i>66 777</i>	<i>108 368</i>	<i>491 632</i>	<i>18,06%</i>
A	03	01			Faciliter accès au crédit pour les femmes	100 000		0	0	0	100 000	0,00%
A	03	01	01	GIN18003_A030101	Développer l'éducation financière et faciliter l'accès au crédit pour les femmes	100 000		0	0	0	100 000	0,00%
A	03	02			Développement associations informelles d'épargne/crédit gérées par des femmes	100 000		41 591	-3 472	38 119	61 881	38,12%
A	03	02	01	GIN18003_A030201	Accompagnement émergence associations d'épargne/crédit	100 000		41 591	-3 472	38 119	61 881	38,12%
A	03	03			lignes spécifiques cf. initiatives féminines au sein des instruments financiers à un taux d'intérêt préférentiel/à subsides direct	400 000		0	70 249	70 249	329 751	17,56%

Outcome				PBLA	Libellés	Budget	2019 Août à Déc.	Actuals au 31/12/2020	Actuals 2021	Total Actuals au 31/12/2021	Solde au 31/12/2021	% exec
A	03	03	01	GIN18003_A030301	Réservation moyens spécifiques pour initiatives féminines (cf. mécanismes décrits dans l'EA et EU)	400 000		0	70 249	70 249	329 751	17,56%
A	04	<i>Résultat 4 : Les femmes entrepreneurs utilisent et développent des applications des NTIC comme catalyseurs de développement et leviers d'innovation et adoptent d'autres approches innovatrices dans leur activité économique</i>				400 000		0	21 429	21 429	378 571	5,36%
A	04	01			Identification et développement des outils numériques disponibles	150 000		0	21 358	21 358	128 642	14,24%
A	04	01	01	GIN18003_A040101	Développement (ou traduction) des applications spécifiques pour les femmes	150 000		0	21 358	21 358	128 642	14,24%
A	04	02			Stimuler l'accès des femmes entrepreneurs à l'information économique à travers des applications digitales (open data)	100 000		0	71	71	99 929	0,07%
A	04	02	01	GIN18003_A040201	Mise à disposition des tablettes et apprentissage de leur utilisation (NB : formations NTIC : voir PdFEE)	100 000		0	71	71	99 929	0,07%
A	04	03			Stimuler l'incubation numérique (cf. nouvelles exigences du marché)	150 000		0	0	0	150 000	0,00%
A	04	03	01	GIN18003_A040301	Etude des opportunités et possibilités d'applications digitales (ensemble autres interventions)	75 000		0	0	0	75 000	0,00%
A	04	03	02	GIN18003_A040302	Accès aux nouvelles applications et mise en réseau	75 000		0	0	0	75 000	0,00%
A	05	<i>Résultat 5 : L'environnement d'affaires plus propice répond aux besoins et aspirations spécifiques des femmes entrepreneuses et favorise l'égalité de droits et de chances</i>				643 999		61 004	-85 138	-24 134	668 133	-3,75%
A	05	01			Appuyer des investissements structurants relatifs aux intérêts féminins	543 999		61 004	-145 584	-84 580	628 579	-15,55%
A	05	01	01	GIN18003_A050101	Appui à la réalisation des plateformes multifonctionnelles, foyers améliorés, marchés, investissements énergie solaire (voir aussi mécanismes EA et EU)	529 859		55 574	-154 799	-99 226	629 085	-18,73%
A	05	01	02	GIN18003_A050102	ATN – Infrastructure partagé - Pilier 1	14 140		5 430	9 215	14 645	-505	103,57%
A	05	02			Mettre les intérêts féminins sur l'agenda politique	50 000		0	60 447	60 447	-10 447	120,89%
A	05	02	01	GIN18003_A050201	Identification participative (leaders organisations) des thèmes de plaidoyer	50 000		0	60 447	60 447	-10 447	120,89%
A	05	03			Appui au renforcement + respect du cadre légal/régulateur	50 000		0	0	0	50 000	0,00%
A	05	03	01	GIN18003_A050301	Formation ONG/organisations de femmes. en plaidoyer	25 000		0	0	0	25 000	0,00%

Outcome				PBLA	Libellés	Budget	2019 Août à Déc.	Actuals au 31/12/2020	Actuals 2021	Total Actuals au 31/12/2021	Solde au 31/12/2021	% exec
A	05	03	02	GIN18003_Ao50302	Organisation de plaidoyer au niveau national/local	25 000		0	0	0	25 000	0,00%
X					Réserve budgétaire (max 5% * total activités)	-		0	0	0	0	
X	01				Réserve budgétaire	-		0	0	0	0	
X	01	01	01		Réserve budgétaire REGIE	-		0	0	0	0	
Z					Moyens généraux	652 557		145 709	116 618	262 327	390 231	40,20%
Z	01				Ressources humaines	350 060		65 559	56 248	121 808	228 252	34,80%
Z	01	01			Contrats Enabel HQ	-		0	0	0	0	
Z	01	01	01	GIN18003_Zo10101	pm - voir Expertise	-		0	0	0	0	
Z	01	02			Contrats Enabel local	350 060		65 559	56 248	121 808	228 252	34,80%
Z	01	02	01	GIN18003_Zo10201	Intervention Manager (ATN) 100% EF	191 500		36 317	26 713	63 030	128 470	32,91%
Z	01	02	02	GIN18003_Zo10202	Appui transversal - 1 ATN Communication partagé - 10% EF	33 931		1 408	1 838	3 246	30 685	9,57%
Z	01	02	03	GIN18003_Zo10203	Appui transversal - 1 ATN Digitalisation partagé	41 779		27	0	27	41 752	0,07%
Z	01	02	04	GIN18003_Zo10204	Appui transversal - 2 ATN Contractualisation partagé	21 429		8 277	5 411	13 688	7 742	63,87%
Z	01	02	05	GIN18003_Zo10205	Equipe Finances/Adm - Comptables partagés	14 400		2 464	2 693	5 157	9 243	35,81%
Z	01	02	06	GIN18003_Zo10206	Equipe Finances/Adm - Secrétaires-caissiers	10 260		2 641	2 587	5 228	5 032	50,96%
Z	01	02	07	GIN18003_Zo10207	Equipe Finances/Adm - Logisticiens partagés	11 480		1 418	2 627	4 046	7 434	35,24%
Z	01	02	08	GIN18003_Zo10208	Personnel support - Chauffeur 100 % intervention	-		7 255	7 321	14 575	-14 575	
Z	01	02	09	GIN18003_Zo10209	Personnel support - Chauffeur transversal partagé	2 880		1 535	1 012	2 546	334	88,41%
Z	01	02	10	GIN18003_Zo10210	Equipe Finances/Adm - FO Suivi Csub (Partagé 70% EA - 30% EF)	17 500		3 484	4 989	8 473	9 027	48,42%
Z	01	02	11	GIN18003_Zo10211	Personnel support - Agent de nettoyage partagé	4 900		733	1 058	1 791	3 109	36,55%
Z	01	03			Intérimaires	-		0	0	0	0	
Z	01	03	01	GIN18003_Zo10301		-		0	0	0	0	
						-		0	0	0	0	
Z	01	04			Other staff	-		0	0	0	0	
Z	01	04	01	GIN18003_Zo10401		-		0	0	0	0	
						-		0	0	0	0	
Z	02				Investissements	9 300		10 330	2 390	12 720	-3 420	

Outcome				PBLA	Libellés	Budget	2019 Août à Déc.	Actuals au 31/12/2020	Actuals 2021	Total Actuals au 31/12/2021	Solde au 31/12/2021	% exec
Z	02	01			Vehicules	-		0	0	0	0	
Z	02	01	01	GIN18003_Zo20101	Véhicule 4 x 4 (toutes taxes comprises)	-		0	0	0	0	
Z	02	01	02	GIN18003_Zo20102		-		0	0	0	0	
Z	02	02			Aménagement des bureaux	-		80	0	80	-80	
Z	02	02	01	GIN18003_Zo20201		-		80	0	80	-80	
						-		0	0	0	0	
Z	02	03			Fouritures, installations, machines, équipements	4 350		1 808	729	2 538	1 812	58,34%
Z	02	03	01	GIN18003_Zo20301	Equipement bureau (table, fauteuil, armoires, étagères)	1 250		1 808	0	1 808	-558	144,67%
Z	02	03	02	GIN18003_Zo20302	Accessoires de bureau (poubelles, bacs, lampes, ...)	500		0	0	0	500	0,00%
Z	02	03	03	GIN18003_Zo20303	Climatiseur bureau	500		0	0	0	500	0,00%
Z	02	03	04	GIN18003_Zo20304	Installation Internet haut débit bureau	2 100		0	0	0	2 100	0,00%
Z	02	03	05	GIN18003_Zo20305	Investissement Intervention Manager (IT, mobilier, app com)	-		0	729	729	-729	
						-		0	0	0	0	
Z	02	04			IT equipment	4 950		8 441	1 660	10 101	-5 151	204,07%
Z	02	04	01	GIN18003_Zo20401	Laptop + logiciel	3 000		8 025	1 356	9 381	-6 381	312,69%
Z	02	04	02	GIN18003_Zo20402	Photocopieuse multifonction	-		416	0	416	-416	
Z	02	04	03	GIN18003_Zo20403	Imprimante	550		0	304	304	246	55,32%
Z	02	04	04	GIN18003_Zo20404	Projecteur multimédia	500		0	0	0	500	0,00%
Z	02	04	05	GIN18003_Zo20405	Appareil photo numérique	400		0	0	0	400	0,00%
Z	02	04	06	GIN18003_Zo20406	Onduleur	500		0	0	0	500	0,00%
Z	02	05			Plus ou moins value sur cession	-		0	0	0	0	
						-		0	0	0	0	
Z	03				<i>Opérationnel - Frais de fonctionnement</i>	164 030		59 722	45 831	105 552	58 478	64,35%
Z	03	01			Location	49 900		31 326	7 821	39 148	10 752	78,45%
Z	03	01	01	GIN18003_Zo30101	Location bureau partagé	41 500		29 771	6 638	36 408	5 092	87,73%
Z	03	01	02	GIN18003_Zo30102	Gardiennage partagé - 2 gardiens (partage avec EA) 30% EF	8 400		1 555	1 184	2 739	5 661	32,61%
Z	03	01	03	GIN18003_Zo30103		-		0	0	0	0	
Z	03	02			Utilities and maintenance	16 800		5 769	5 496	11 265	5 535	67,05%
Z	03	02	01	GIN18003_Zo30201	Services, consommables, maintenance (quote-part, partagé)	8 400		4 856	5 085	9 941	-1 541	118,34%
Z	03	02	02	GIN18003_Zo30202	Eau, électricité (quote-part, partagé)	8 400		913	411	1 324	7 076	15,76%
						-		0	0	0	0	
Z	03	03			Frais des véhicules	48 500		5 562	7 629	13 190	35 310	27,20%

Outcome				PBLA	Libellés	Budget	2019 Août à Déc.	Actuals au 31/12/2020	Actuals 2021	Total Actuals au 31/12/2021	Solde au 31/12/2021	% exec
Z	03	03	01	GIN18003_Z030301	Frais de fonctionnement véhicule (carburant, assurance, entretien)	48 500		5 562	7 629	13 190	35 310	27,20%
Z	03	03	02	GIN18003_Z030302		-		0	0	0	0	
Z	03	04			Telecom and expedition	20 700		4 900	3 971	8 871	11 829	42,85%
Z	03	04	01	GIN18003_Z030401	Télécommunication (quote-part, partagé)	5 400		1 156	827	1 983	3 417	36,73%
Z	03	04	02	GIN18003_Z030402	Connexion Internet (quote-part, partagé)	15 300		3 743	3 144	6 887	8 413	45,01%
						-		0	0	0	0	
Z	03	05			Missions	18 000		8 120	11 219	19 339	-1 339	107,44%
Z	03	05	01	GIN18003_Z030501	Frais de mission locale (quote-part, partagé)	18 000		8 120	11 219	19 339	-1 339	107,44%
Z	03	05	02	GIN18003_Z030502		-		0	0	0	0	
Z	03	05	03	GIN18003_Z030503		-		0	0	0	0	
Z	03	06			Office supplies	5 400		1 198	444	1 642	3 758	30,40%
Z	03	06	01	GIN18003_Z030601	Fournitures de bureau (quote-part, partagé)	5 400		1 198	444	1 642	3 758	30,40%
Z	03	06	02	GIN18003_Z030602		-		0	0	0	0	
						-		0	0	0	0	
Z	03	07			Training	-		0	0	0	0	
						-		0	0	0	0	
Z	03	08			Consultancy and outsourcing	-		0	0	0	0	
Z	03	08	01	GIN18003_Z030801		-		0	0	0	0	
						-		0	0	0	0	
Z	03	09			Marketing and representation costs	-		0	0	0	0	
						-		0	0	0	0	
Z	03	10			Other operational expenses	2 480		1 329	7 035	8 364	-5 884	337,26%
Z	03	10	01	GIN18003_Z031001	Assurance santé Personnel (quote-part, partagé)	2 480		1 310	0	1 310	1 170	52,81%
Z	03	10	02	GIN18003_Z031002	Frais de fonctionnement Intervention Manager (fonct bureau, télécom, ...)	-		19	7 035	7 054	-7 054	
						-		0	0	0	0	
Z	03	11			Financial charges	2 250		1 521	2 216	3 738	-1 488	166,12%
Z	03	11	01	GIN18003_Z031101	Frais financiers (quote-part, partagé)	2 250		1 521	2 216	3 738	-1 488	166,12%
						-		0	0	0	0	
Z	04				<i>Audit, M&E and support</i>	129 168		10 098	12 149	22 247	106 920	17,22%
Z	04	01			Audit	28 333		266	0	266	28 067	0,94%
Z	04	01	01	GIN18003_Z040101	Audits classiques partagé Entreprenariat	13 333		266	0	266	13 067	1,99%
Z	04	01	02	GIN18003_Z040102	Audits spécifiques (quote-part -partagé-prévu 3 audits portefeuille)	15 000		0	0	0	15 000	0,00%
Z	04	01	03	GIN18003_Z040103		-		0	0	0	0	
Z	04	02			Monitoring	47 500		6 843	0	6 843	40 657	14,41%
Z	04	02	01	GIN18003_Z040201	Baseline, endline, monitoring	40 000		6 843	0	6 843	33 157	17,11%

Outcome				PBLA	Libellés	Budget	2019 Août à Déc.	Actuals au 31/12/2020	Actuals 2021	Total Actuals au 31/12/2021	Solde au 31/12/2021	% exec
Z	04	02	02	GIN18003_Z040202	Revue annuelle du portefeuille (partagé)	7 500		0	0	0	7 500	0,00%
Z	04	02	03	GIN18003_Z040203		-		0	0	0	0	
Z	04	03			Evaluation	33 334		11	11 972	11 982	21 352	35,95%
Z	04	03	01	GIN18003_Z040301	Evaluation mi-parcours (partagé Entreprenariat) - MTR	13 333		11	11 637	11 647	1 686	87,35%
Z	04	03	02	GIN18003_Z040302	Evaluation stratégique (portefeuille)	20 001		0	335	335	19 666	1,67%
						-		0	0	0	0	
Z	04	04			Backstopping	20 000		2 979	178	3 157	16 843	15,78%
Z	04	04	01	GIN18003_Z040401	Capitalisation, appui-conseil, backstopping(partagé)	20 000		2 979	178	3 157	16 843	15,78%
Z	04	04	02	GIN18003_Z040402		-		0	0	0	0	
						-		0	0	0	0	
Z	05				Others	-		0	0	0	0	
Z	05	01			Others	-		0	0	0	0	
						-		0	0	0	0	
TOTAL						3 500 000		557 615	827 459	1 385 074	2 114 927	39,57%

10.5 Ressources en termes de communication

Quelques éléments visuels illustratifs des actions menées



JT Lancement PEPITE
Espace TV 13ème min



LIEN ACITIVTES
LANCEMENT PEPITE.h



Lancement
Plateforme APaCED.r

Lancement Activités opérationnelles de l'IEF_JT DJOMA TV

<https://bit.ly/3Ho6xTO>